

fenêtres s/ cours

19 mai 2020
Numéro 466



Brizemur
**Adieu sale
gosse**

Le journal du SNUipp-FSU



Crise : l'école sans masque

**Confinement :
enquête à chaud**



**SNUipp
FSU**

DES IDÉES QUI FONT ÉCOLE

COVID-19

DANS LE MONDE,

73 % DES ENFANTS *

SONT DÉSCOLARISÉS

Soutenons l'Éducation

* Les plus pauvres et les plus vulnérables d'entre eux risquent la rupture scolaire et sociale. Si on n'agit pas maintenant, ils ne retourneront pas à l'école et arrêteront leur formation. Des millions d'enfants et de jeunes risquent ainsi d'être privés de leur enfance et de leur avenir. (Source Unesco, 4 mai 2020)

Solidarité Laïque



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON 50 € DÉDUCTION 33 € COÛT RÉEL 17 €

66% DE DÉDUCTION FISCALE

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66%, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

☒ **OUI** j'aide **Solidarité Laïque** à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

☐ 20 € ☐ 50 € ☐ 100 € ☐ 200 € ☐ €
À ma convenance :

☐ Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

► Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] [] VILLE :

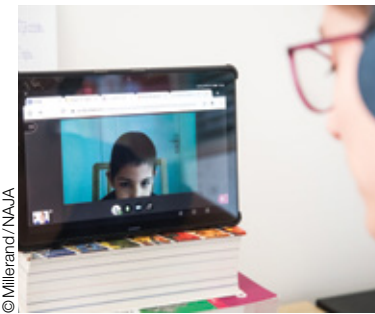
☐ Je souhaite recevoir la newsletter Internet de **Solidarité Laïque**.

Courriel (Facultatif) : tél. :

Informatique et Liberté : Pour tout droit d'accès et de rectification, s'adresser à **Solidarité Laïque**. Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit transmise à nos partenaires, cochez cette case ☐.

SNUIPP-mai20

14 dossier



© Millerand/NAJA

5 **l'enfant**
Le déconfinement à hauteur d'enfant



6 **actu**
Retour vers le futur ? 8/ L'école en mode confiné, enquête à chaud 10/ Accueil des enfants de soignants : sous haute surveillance



© N. Curtat/Ville de Malakoff

12 **grand angle**
À Malakoff, pas de vacances pour les colos

30 **lire/sortir!**
La nature appelle

34 **interview**
Philippe Meirieu « L'école, notre maison commune »

32 **société**

La culture aux urgences



© Millerand/NAJA

23 **métier&pratiques**

24/ Canopé sapé à la racine
27/ Entretien avec Benoît Urgelli
28/ Karine, enseignante volontaire

FENÊTRES SUR COURS Hebdomadaire du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :** Régis Metzger **RÉDACTION :** Francis Barbe, Lilia Ben Hamouda, Laurent Bernardi, Mathilde Blanchard, Arnaud Malaisé, Jacques Mucchielli, Emmanuelle Quémard, Nelly Rizzo, Francette Popineau, Virginie Solunto **CONCEPTION-RÉALISATION :** NAJApress / direction éditoriale : Julie Matas, graphique : Susanna Shannon **IMPRESSION :** SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ :** Mistral Media, 22 rue Lafayette 75009 Paris, tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO :** 1 euro **ABONNEMENT :** 23 euros ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale



10-32-2813

sommaire 3

éditorial

Et elles ouvrirent le bal...

Les dés ont été jetés sur le bureau par le jeune roi : « *Nous cesserons le confinement le 11 mai et nous commencerons par les écoles* ». Ministres éberlués, sauf celui de l'Éducation nationale. Chic, aurait dit celui-ci, je vais pouvoir avancer : des netflix pédagogiques et des tweets du savoir, j'ai tout ça en magasin, nous sommes prêts ! Tout va bien se passer, c'est une question de bon sens, de pragmatisme et puis « *on ne saurait avoir une position de tireur couché.* »



© Millerand/NAJA

Si nous sommes bien convaincus que l'école de la République est indispensable et qu'elle doit en la période aider les enfants démunis, maltraités ou affamés, cela ne doit pas se faire au prix de la santé. Trop de mensonges, trop de contradictions, d'affirmations et de démentis, trop d'incertitudes et c'est la peur qui domine. Car au final on va devoir se débrouiller et, en plus des nôtres, affronter les inquiétudes des autres.

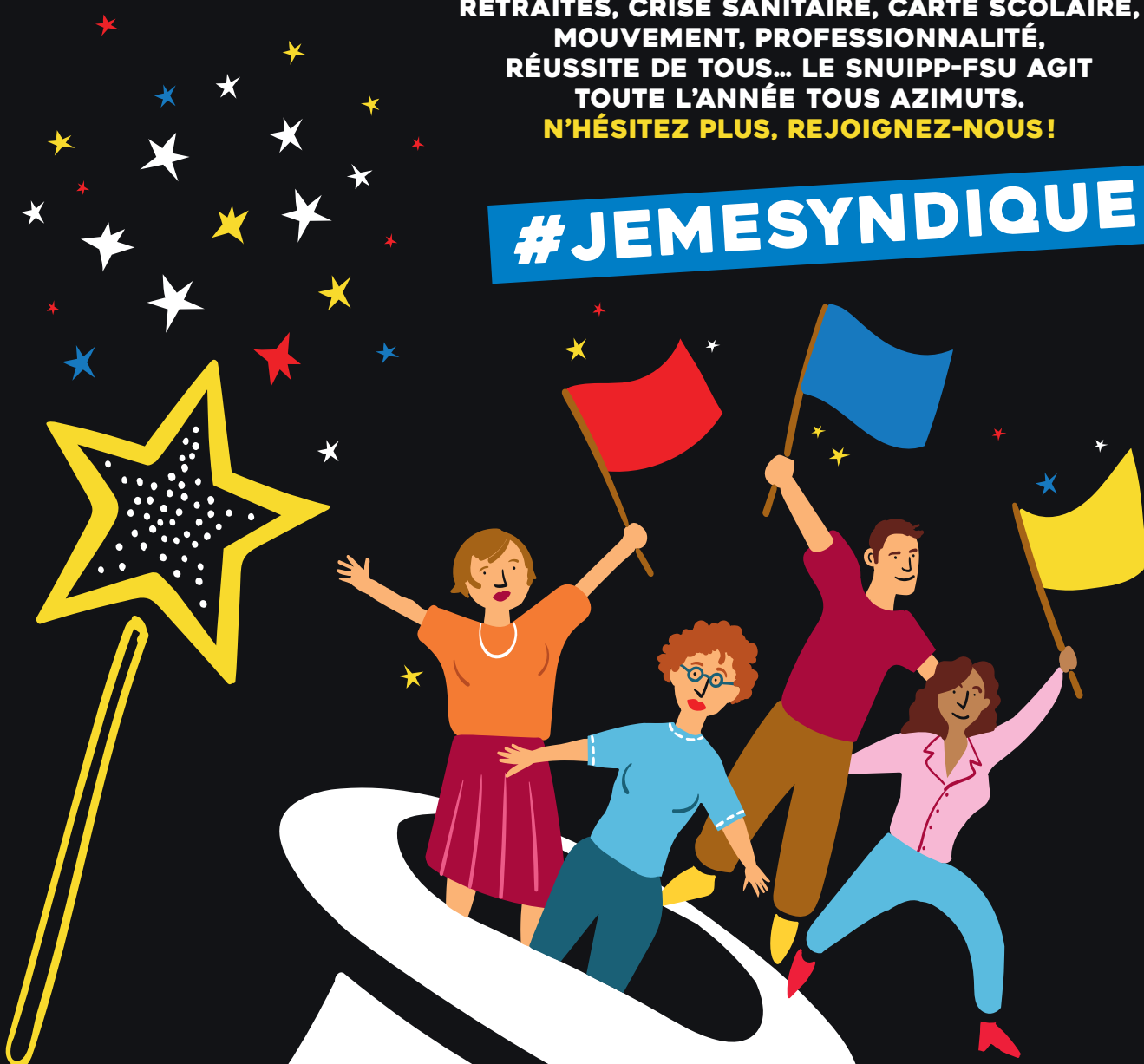
L'heure viendra où la gestion calamiteuse de la crise, les propos lamentables des dirigeants et les dégâts qu'ils auront causés, seront condamnés. Mais l'Histoire retiendra-t-elle que ce sont principalement les femmes qui ont tenu tête au virus, les soignantes, les caissières, les enseignantes... et pas les premiers de cordée ?

Elles représentent 82% de notre profession, ces enseignantes qui ont ouvert le bal de ce déconfinement, alors qu'on leur donne déjà une invitation à chorégraphier le monde d'après !

FRANCETTE POPINEAU

RETRAITES, CRISE SANITAIRE, CARTE SCOLAIRE,
MOUVEMENT, PROFESSIONNALITÉ,
RÉUSSITE DE TOUS... LE SNUIPP-FSU AGIT
TOUTE L'ANNÉE TOUS AZIMUTS.
N'HÉSITEZ PLUS, REJOIGNEZ-NOUS!

#JEMESYNDIQUE



**PAS DE MAGIE MAIS
UNE EXPERTISE MILITANTE
POUR VOUS AIDER**

ADHERER.SNUIPP.FR

SNUipp
FSU
DES IDÉES QUI FONT ÉCOLE

l'enfant

Le déconfinement à hauteur d'enfant

Pédopsychiatres, psychologues et médecins alertent de plus en plus sur les conséquences psychiques du confinement pour les enfants. La focalisation sanitaire sur le Covid-19 risque, en effet, de négliger la question de leur santé mentale. Une étude réalisée en Chine auprès de 2300 enfants, après 30 jours de confinement, indique que

37% d'entre eux étaient très inquiets d'être atteints par le virus et que 22% développaient des symptômes dépressifs. Richard Delorme¹, pédopsychiatre à l'hôpital Robert Debré à Paris, explique que cette situation de confinement a été un cloisonnement brutal, parfois dans des lieux exigus. Les enfants pourront avoir été

LE CONFINEMENT A PU AGGRAVER LA MALTRAITANCE INFANTILE.

confrontés à la maladie ou à la mort d'un proche, à des manifestations de tensions familiales, voire de violences, d'inquiétudes accrues face à la précarité ou la pauvreté. Anne Raynaud², médecin psychiatre, indique quant à elle, que la proximité affective est vitale. Or, elle a été suspendue lors du confinement, résumant la vie sociale à un huis clos déteignant les liens vers l'extérieur. Sophie Marinopoulos³, psychanalyste, autrice

de *Un virus à deux têtes ; traversée en famille au temps du Covid-19*, parle de modifications internes profondes

et d'un choc émotionnel constituant un réel traumatisme. De plus, le confinement a pu aggraver la

maltraitance infantile. Les appels considérés comme urgents au 119 ont augmenté de 60% ces dernières semaines, selon le secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance. Les associations et les éducateurs redoutent la découverte de situations dramatiques lors du déconfinement.

UNE REPRISE TOUT AUSSI ANXIOGÈNE

Sophie Marinopoulos craint également « une montée en puissance des phobies scolaires, d'une anxiété majeure ». Elle précise que le déconfinement est un cheminement qu'il faut accompagner et insiste sur la nécessité de la parole pour « désintoxiquer les enfants de ce qu'ils ont vécu », en proposant des sas de décompression leur permettant de se raconter. Dans une tribune parue dans Le Monde du 3 mai 2020, onze pédopsychiatres et spécialistes de santé publique appellent à une coordination des politiques sanitaires. « Confinés ou déconfinés, les enfants risqueraient de rester, en l'absence d'une attention explicite, les victimes invisibles d'une pandémie qui a semblé les épargner tout en les frappant durement. » Une alerte partagée par Richard Delorme qui redoute que les enfants ne soient « les oubliés de la stratégie de déconfinement ».

MATHILDE BLANCHARD

1. Le Monde – 5 mai 2020
2. Huffingtonpost – 29 avril 2020
3. Télérama – 7 mai 2020



Retour vers le futur ?

L'école s'est arrêtée le 13 mars et dans cette période chaotique, les personnels ont su se montrer à la hauteur. Il s'agit maintenant de reconnaître leur professionnalité et de leur permettre de se tourner résolument vers la rentrée de septembre qui est le véritable enjeu.



© Millerand/NAJIA

« *Tout est prêt* » ! Que ce soit pour la reprise de l'école le 11 mai ou la mise en place de la « continuité pédagogique » à distance, la communication de la rue de grenelle sur des airs de « *tout va très bien Madame la Marquise* » a eu de quoi mettre en colère les personnels des écoles. Ainsi il a d'abord fallu faire comprendre au ministre que l'école s'était arrêtée le 13 mars et que la fameuse continuité pédagogique n'était qu'un leurre. Confrontés à de nombreux déboires matériels qui les ont conduits à abandonner les outils ministériels pour WhatsApp et autres ZOOM, les PE ont surtout eu à cœur de ne pas perdre le contact avec les élèves et leurs familles, sans toujours y parvenir. Les téléphones

ont chauffé, les mails et messages se sont accumulés, les photocopieurs ont tourné et l'accueil des personnels soignants s'est organisé. Tout cela avec très peu de soutien de l'administration comme le montre l'enquête conduite avec Harris Interactive (lire p. 8 et 9). De chez eux, les enseignantes et les enseignants ont aussi tenté de décrypter une information gouvernementale abondante, très mouvante et pas toujours fiable, loin s'en faut, par exemple sur la question des masques, des tests. De même l'avis des scientifiques sur le danger de propagation du virus par les enfants n'est pas arrêté et il n'est pas simple de s'y retrouver. Aussi, il y a de quoi comprendre les hésitations et les

inquiétudes importantes lorsqu'il a fallu envisager une reprise de l'école dans un contexte où l'épidémie est encore loin d'être terminée.

SE TOURNER VERS LE MOIS DE SEPTEMBRE

Et maintenant, alors que l'école tente de s'organiser avec un protocole sanitaire des plus exigeant, il est temps de se tourner vers la rentrée et de réfléchir à son organisation qui sera forcément particulière. Elle ne doit absolument pas se faire sous le signe des injonctions mais au contraire s'appuyer sur le professionnalisme dont les équipes ont fait largement preuve dans la période. Pour cela l'école et ses personnels pourront

compter sur le syndicat qui n'a eu de cesse de les défendre, en mobilisant tous les moyens à sa disposition, également avec les autres organisations syndicales et les parents d'élèves (pétition, lettres ouvertes...). Il en a fallu de l'ardeur pour obtenir un protocole sanitaire et le fait que sans son application il fallait suspendre la reprise, pour obtenir la possibilité du non-cumul du distanciel et du présentiel, des jours supplémentaires de préparation, l'information du conseil d'école ou encore la garantie donnée aux personnels de pouvoir assurer la garde de leur enfant, comme tous les autres salariés. La période a mis en lumière les inégalités, le gouvernement les a même brandies

pour justifier une réouverture des écoles au plus tôt. Mais à la rentrée de septembre c'est pour de vrai qu'il faudra s'y attaquer. Et si l'on revenait sur les suppressions de postes dans les Rased, sur celles de « plus de maîtres », et si on renforçait les psychologues, les infirmières en milieu scolaire ou encore les services sociaux ? Et si en septembre on passait enfin des belles paroles aux actes ? LAURENT BERNARDI



MOUVEMENT DES PERSONNELS: BESOIN DE PARITARISME

Pour la première année, le mouvement des personnels dans les départements se fera sans le contrôle de leurs représentant-es. Le paritarisme et l'expertise des militantes et militants syndicaux sont en effet mis à l'écart par la loi sur la transformation de la fonction publique alors que cette opération de mobilité concerne des dizaines de milliers de PE. Difficile dans ces conditions d'exercer les missions de contrôle et de transparence qui permettent d'assurer de la sérénité et de l'équité dans la composition des équipes. Dans un courrier commun, l'ensemble des syndicats de l'éducation de la FSU ont écrit au ministre pour lui rappeler qu'ils avaient « *pu constater l'importance du rôle des élus dans le cadre de cette crise sans précédent* ». Aussi, comment ne pas conclure que « *le paritarisme est plus que jamais utile et qu'il convient que le ministère s'appuie à nouveau sur les élus des personnels pour toutes les opérations qui bénéficient de leur compétence* ? » Au mois de mai, dans tous les départements, de nombreuses réunions d'informations syndicales tenues en visio-conférence ont réuni des milliers d'enseignant-es. À travers leur présence très importante, les personnels des écoles ont ainsi montré leur attachement au rôle de leurs délégués dans les opérations qui les concernent. L.B.

L'école en mode confiné : réactions à chaud

Une période compliquée professionnellement, de l'inquiétude sur la reprise et des attentes pour l'école « d'après », tels sont les principaux enseignements d'une enquête* conduite par l'institut Harris Interactive auprès des enseignants des écoles.

Les résultats de l'enquête réalisée fin avril par Harris Interactive pour le SNUipp-FSU rejoignent les analyses développées par le syndicat ces dernières semaines. Invités à livrer leur ressenti professionnel après deux mois de confinement, les enseignantes et enseignants des écoles sont près de 80% à avoir éprouvé des difficultés pour exercer leur métier. Le sentiment d'avoir dû se débrouiller seuls domine : ils sont seulement 28% à estimer avoir pu compter sur les supports fournis par le ministère, la quasi-totalité est allée elle-même chercher des ressources pédagogiques et s'est formée en ligne à ce travail à distance.

Si neuf sur dix d'entre eux disent avoir pu maintenir de bonnes relations avec leurs collègues et les familles, ainsi qu'un lien étroit avec leurs élèves, plus d'un tiers affirme que ces relations ont été inexistantes avec l'administration. Au final, la moitié a le sentiment d'avoir « davantage travaillé » que d'habitude, près d'un tiers « autant », et près d'un sur deux estime que la période a été plus fatigante qu'à l'ordinaire.

ATTENTES ET INQUIÉTUDE

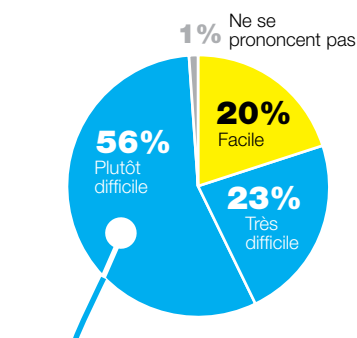
Une période qui a aussi agi comme un révélateur. Si les inégalités scolaires sont un marqueur déjà ancien de notre système éducatif, l'école à la maison les a remises sur le devant de la scène pour 90% des enseignants, tout comme est mise en lumière l'importance d'un lien fort entre les familles et l'école chez 83% d'entre eux. Se voit aussi renforcée la conviction de l'importance des apprentissages dans un groupe classe. Et pour l'avenir ? Les PE attendent à la quasi-unanimité qu'on se préoccupe enfin de la réduction des effectifs dans les classes, du développement des Rased et qu'on leur propose une meilleure formation continue (respectivement 99, 96 et 95% des réponses). Ils réclament aussi, pour plus de la moitié d'entre eux, une prime d'équipement bien utile pour professionnaliser le travail à distance.

Quoi qu'il en soit, et au moment où a été réalisée l'enquête, l'inquiétude de reprendre le chemin de l'école dominait. Une inquiétude que les enseignantes et enseignants sont 82% à partager et même 86% pour celles et ceux exerçant en maternelle. Un sentiment éprouvé aussi par les parents qui sont 81% à être du même avis. Dès lors, sept enseignants sur dix se disent opposés à la réouverture progressive des écoles à partir de la mi-mai, considérant même à 61% que cette réouverture n'a pas lieu d'intervenir d'ici à la fin de l'année scolaire. Le point de vue des parents est quant à lui plus nuancé, considérant pour la moitié d'entre eux que le retour à l'école est important.

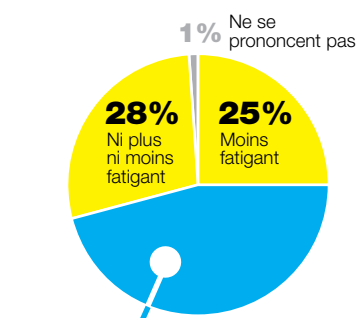
* Enquête réalisée en ligne du 23 avril au 4 mai 2020 auprès d'un échantillon de 7 391 enseignantes et enseignants des écoles.

LIRE LES RÉSULTATS COMPLETS SUR
SNUIPP.FR, RUBRIQUE ACTUALITÉS
> SYNDICALES > EXPRESSIONS

EXERCER LE MÉTIER D'ENSEIGNANT PENDANT LE CONFINEMENT C'EST :



DIFFICILE pour 79% des enseignants interrogés



+ FATIGANT qu'en temps normal pour 46% (et 48% pour les enseignants d'écoles à + de 10 classes)

CE QUI A ÉTÉ MIS EN LUMIÈRE :

DES CONSTATS

Les inégalités entre élèves	90%
La nécessité d'un apprentissage dans un collectif	86%
L'importance des familles pour aider aux apprentissages	85%
La nécessité de renforcer les liens entre l'école et la famille	83%
Des aptitudes nouvelles des enseignants	80%
De nouvelles formes de travail à explorer	68%

96%

Des ressources pédagogiques cherchées par mes propres moyens

LES RESSOURCES MOBILISÉES :



84%

Une formation personnelle en ligne

67%

Une entraide entre collègues



Une aide de l'administration

24%



Un travail en équipe

23%

école

DES PROPOSITIONS

- 1 RÉDUIRE LES EFFECTIFS
- 2 DÉVELOPPER LES RASED
- 3 UNE VRAIE FORMATION CONTINUE
- 4 GÉNÉRALISER LES PDMQDC
- 5 TRAVAILLER + ÉTROITEMENT AVEC LES FAMILLES
- 6 RENFORCER LA MIXITÉ SOCIALE

2 questions

« UNE SURCHARGE D'ACTIVITÉ »



Jean-Daniel Lévy, directeur du

département politique et opinion, à l'institut de sondage Harris Interactive

1.

POURQUOI LES ENSEIGNANTS VIVENT-ILS MIEUX LE CONFINEMENT QUE LES FRANÇAIS ?

Les Français, comme les enseignants ont ressenti des sentiments d'inquiétude, d'isolement, d'angoisse et de stress au cours de cette période de confinement. L'ennui, fortement évoqué par une partie de nos compatriotes, n'est pas évoqué par les enseignants. Cela s'explique par une activité professionnelle assez importante, voire une surcharge d'activité comme indiqué dans l'enquête. À ce titre, les parents d'élèves se sont rendu compte à quel point la charge de travail était importante lorsque l'on se consacre aux enfants, une tension permanente à tenir pour bien réaliser les différents travaux demandés.

Être enseignant, cela s'apprend et faire cours à la maison apparaît plus facile pour les professionnels de l'éducation.

2.

LE RESENTI NÉGATIF VIS-À-VIS DE L'ADMINISTRATION DURANT LE CONFINEMENT SE RETROUVE-T-IL DANS D'AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ ?

Les Français, notamment ceux qui travaillent dans des entreprises de petite ou de moyenne taille, ont le sentiment qu'un maximum de choses a été mis en œuvre pour bénéficier du chômage partiel ou aménager leurs conditions de travail. Le ressenti négatif chez les enseignants est singulier et s'explique par le fait qu'il ne s'agit pas uniquement de satisfaire des clients ou des prestataires mais de continuer à remplir la mission à laquelle ils ont été assignés. Ils ont le sentiment d'avoir fait plus que ce qu'auraient fait des salariés du privé en donnant leur adresse mail personnelle ou en utilisant leurs propres outils de travail. S'ajoute à cela que l'administration n'a pas été, à leurs yeux, à la hauteur que cela soit en termes de logiciels, de contenus pédagogiques, de matériel...

Accueil des enfants de soignants : sous haute surveillance

Depuis le 16 mars, près de 30 000 élèves de 3 à 16 ans, enfants des personnels soignants dans un premier temps, rejoints ensuite par ceux des personnels de l'aide sociale et des responsables de la sécurité intérieure, ont été accueillis chaque jour. 400 à 450 enfants dans le Bas-Rhin, 4 000 en Île-de-France, 350 à 400 dans l'Oise... Partout en France et particulièrement dans les régions très touchées par l'épidémie, le service public d'Éducation a mis

en place pour la période de confinement, non seulement une « continuité scolaire » à distance, mais également l'ouverture de 7 000 centres d'accueil, écoles ou collèges. Près de 20 000 enseignants, en rotation, se sont portés volontaires, tout en assurant pour beaucoup la « continuité scolaire » pour leurs propres élèves.

DES CONDITIONS BIEN COMPLIQUÉES
Les enseignants ont pris en charge des groupes

d'environ 10 élèves, tous niveaux mélangés. Les risques sanitaires ont pu conduire à une organisation de la journée compliquée : distances de sécurité des tables mais aussi lavages des mains, passage aux toilettes, organisation des récréations et des repas, répartition du matériel par table individuelle et désinfection des jeux entre deux utilisations. C'est une surveillance de chaque instant pour éviter les contacts et les échanges de matériel ou de vélos, particulièrement avec des petits. Avec les masques, parfois arrivés tardivement, il s'est avéré bien difficile de parler aux élèves. Alors la « continuité scolaire » ? Elle a été assurée cahin-caha, avec un suivi des activités confiées par les enseignants et des révisions. Pour les vacances de printemps... Heureusement que le soleil était de la partie. Un accueil comme une préfiguration de l'après 11 mai ? VIRGINIE SOLUNTO



LES ENFANTS DE SOIGNANTS ET SOIGNANTES
accueillis en groupes restreints par des enseignants volontaires.

Carte scolaire : RASED et PlusdeMaîtres en berne

L'enquête menée par le SNUipp-FSU montre que sur 70% des départements qui ont déjà répondu, 61,5 postes de RASED E et G vont être supprimés à la rentrée ainsi que 178,5 postes

de « Plus de maîtres que de classes ». Des mesures de fermetures en complète contradiction avec la communication ministérielle sur la prise en compte des élèves en difficulté.

CRPE 2020

Le concours externe se déroulera cette année dans une unique phase d'admission. Seules les épreuves écrites de français et mathématiques sont maintenues

et prévues fin juin-début juillet 2020. Les lauréats 2020 devraient également passer un oral au printemps 2021, en plus du cursus habituel de titularisation. Une procédure qui alourdirait une année déjà bien chargée pour les stagiaires.

Focus

DES CONSIGNES DÉCONNECTÉES DU RÉEL,

c'est ce qu'ont perçu les enseignants en cette rentrée, dans la circulaire de réouverture des écoles et les conditions de poursuite des apprentissages. Si des conseils de bons sens y sont donnés, comme prévoir des temps d'échanges avec les élèves sur leur vécu ou, porter une attention particulière à leur état physiologique et psychologique, d'autres ne font pas écho à leurs besoins pour cette reprise. Les enfants sortent d'une période difficile où ils ont été isolés, en perte de repères et tous ne retrouveront pas le chemin de l'école. Le ministère prône l'individualisation alors qu'il est essentiel de retrouver du collectif. Il préconise des évaluations dès la fin de la première semaine alors qu'il faut redonner envie d'apprendre aux élèves ensemble et écarter toutes évaluations qui ne feraient pas sens. La circulaire demande de centrer les apprentissages sur le français et les mathématiques en précisant même les horaires comme si la profession n'avait pas pris la mesure des enjeux de cette reprise. Il est urgent que les recommandations hors sol cessent et de faire confiance aux équipes.

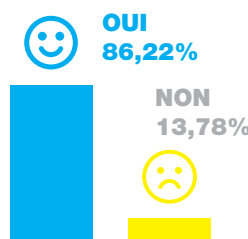
Les chiffres de la reprise

Une enquête* du SNUipp-FSU a pu établir une photographie des conditions de la reprise. Des modalités d'organisations pas vraiment raccord avec la communication de la rue de Grenelle. Seules 70% des écoles ont été réouvertes dans la semaine du 11 mai, sans bénéficier pour près de la moitié des équipes d'un deuxième jour de prérentrée pourtant prévu par le ministère. Pour les autres, cette réouverture s'étale sur les semaines

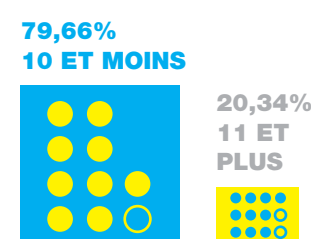
suivantes, même si pour 12% d'entre elles, aucune date n'est encore arrêtée. Les équipes ont bien souvent imposé de rester en dessous de la norme ministérielle préconisée de 15 élèves et les activités « parallèles » vantées par le ministre ne sont au final mises en place que par moins d'une commune sur cinq... essentiellement de la garderie.

*Réalisée en ligne auprès de 9 813 écoles à la veille de la reprise.

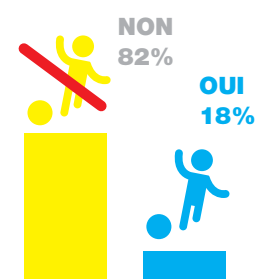
CONFORME AU PROTOCOLE SANITAIRE



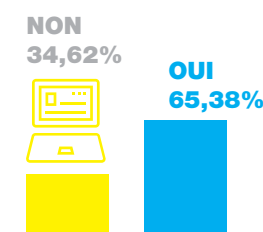
NOMBRE D'ÉLÈVES PAR CLASSE



ACTIVITÉS MISES EN PLACE PAR LES COMMUNES



ENSEIGNANTS EN PRÉSENTIEL DISPENSÉS D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE



3 questions

« LE PREMIER EFFET EST LA PEUR »



Marie-Aleth Grard est responsable enfance d'ATD Quart Monde France et membre du conseil scientifique COVID19.

1. QUELS SONT LES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE SUR LES PLUS PRÉCAIRES ?

Dans les familles les plus pauvres, le premier effet est la peur. La peur d'apporter le Covid chez soi, la peur d'être atteint et de déstabiliser l'équilibre précaire dans lequel elles sont. Et puis rapidement, à toutes ces peurs s'est ajoutée celle d'avoir faim. Les familles se sont rendu compte qu'elles devaient faire leurs courses dans les magasins les plus proches où tout est plus cher. On a vu des familles qui n'allaient plus depuis longtemps aux distributions alimentaires, y retourner. Nourrir tout le monde trois fois par jour aux prix des commerces de proximité plombe encore plus le budget de ces familles qui avaient déjà beaucoup de mal à tenir après le 19 du mois. Tout est plus compliqué pour les précaires.

2. SONT-ILS LES GRANDS OUBLIÉS ?

On ne peut décemment pas dire que ce sont les

grands oubliés puisque plus de 10 000 familles ont été relogées. C'est plus pernicieux. Le gouvernement n'a eu de cesse de dire qu'il avait en tête les plus défavorisés et je pense que lorsque le Président a annoncé les ouvertures des écoles le 11 mai pour permettre de lutter contre les inégalités, il y croyait, même si bien évidemment il avait en tête de relancer l'économie. Mais ça ne marche pas comme ça. Quand on dit que le retour n'est pas obligatoire, ça ne rassure pas les parents surtout ceux des milieux les plus défavorisés. Le ministre de l'Éducation qui n'a cessé de dire tout et son contraire ça n'aide pas. Certaines familles nous ont dit : de toute façon, quoi que je fasse, j'aurais toujours tout faux.

3. ET CONCERNANT LA « CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE » ?

Pour moi, c'est un gros mot. Comment ose-t-on parler de continuité pédagogique aux parents alors qu'en fait on ne leur a jamais parlé de pédagogie. Quand une enseignante de maternelle leur propose de regarder des phonèmes avec leurs enfants, pour nombre de parents cela ne veut rien dire, ce qui va susciter un sentiment d'incompétence. La continuité pédagogique n'existe pas. Il faut que cela nous serve de leçon et que l'on crée des outils pour permettre une meilleure compréhension entre les parents et l'école. PROPOS RECUEILLIS PAR L.B.H.

À Malakoff, pas de vacances pour les colos

Alors que les colos connaissent une désaffection de plus en plus importante, la commune de Malakoff a fait le choix de conserver et d'entretenir son patrimoine de centre de vacances.

« Vacances apprenantes » ou colo « studieuse », c'est le nouveau concept sorti tout droit de la rue de Grenelle et censé à la fois relancer les départs en centres de vacances et « en même temps » permettre de faire du soutien scolaire (lire ci-contre). Ce n'est pas la première fois que le ministère tente de relancer les départs en colo mais les campagnes de communication « 100%#colo » n'ont pour l'instant pas rencontré le succès escompté. Selon les chiffres de l'Observatoire des vacances et des loisirs des jeunes (OVLEJ), les enfants et les jeunes étaient un peu plus de 800 000 à être accueillis dans les colonies de vacances en 2018-2019, contre plus d'un million en 2007.

Ils étaient deux fois plus nombreux dans les années 80. Une désaffection qui a paradoxalement suivi le développement d'une société des loisirs comme le fait remarquer Jean Houssaye, professeur en sciences de l'éducation : « Plus le loisir est devenu normal, plus on s'est occupé des enfants, moins on les a confiés aux centres de vacances ». Et pourtant les colos restent un objet sensible. Lieux de plaisir, de camaraderie, de vie collective et



Pour cet été, il reste **ENCORE BIEN DES INCERTITUDES** sur les conditions d'ouverture des centres de vacances.

d'expérimentation, implantées loin des villes et de leurs désagréments, elles ont longtemps été portées par des politiques municipales d'envergure mais qui se sont largement étiolées à partir des années 80. Ainsi les médias se sont souvent fait l'écho de ces immenses bâtiments défraîchis que l'on peut trouver à des prix imbattables sur le Boncoin.

UNE VILLE MODÈLE

Au contraire, Malakoff dans les Hauts-de-Seine a fait le choix de conserver ce patrimoine. Avec pas moins de quatre centres de vacances couvrant des destinations variées, elle fait figure de très bonne élève en la matière. « Au cours de mon enfance, je suis partie dans les quatre lieux », raconte Katalin Lhomme, résidente de la commune et aujourd'hui responsable de l'association des parents

d'élèves FCPE. « À Vauders d'abord, qui est un centre situé dans l'Yonne adapté aux enfants d'âge maternel », explique-t-elle. « Ensuite, à Fulvy toujours dans l'Yonne et plus tard à La Tremblade au bord de l'océan atlantique. Puis, quand on est ados, le centre de Megève nous permet de découvrir les activités de montagne et notamment le ski, l'hiver ».

Katalin n'a pas fait que séjourner dans ces centres, elle y a aussi travaillé quand, étudiante, elle cherchait des boulots d'été. « D'abord dans des emplois techniques puis comme animatrice et directrice puisque la commune m'avait financé mon BAFA et mon BAFA à la condition que je travaille pour elle ensuite », se souvient-elle. Une véritable culture-colo qui fait école puisqu'aujourd'hui ce sont les trois filles de Katalin qui partent à leur tour en séjours.



« **COLOS STUDIEUSES** », C'est avec ce label que la rue de Grenelle souhaite notamment compenser le retard scolaire pris par les enfants au printemps. Un projet qui annonce la possibilité de « rattraper les fondamentaux » ou encore de « renforcer son niveau scolaire » en colo. Pour les associations et les mouvements d'éducation populaire regroupés au sein de la JPA*, « si les séjours de l'été peuvent permettre de participer à la remobilisation de certains élèves, ils ne peuvent, par contre, avoir pour vocation à compenser d'un point de vue scolaire les mois passés en confinement ». Les associations rappellent que « les vacances et les loisirs collectifs ont une valeur éducative intrinsèque et permettent à l'enfant de développer son autonomie, le plaisir d'expérimenter, d'apprendre et de faire ensemble ». « Cela doit être pleinement reconnu », ajoutent-elles et doit « donner lieu à un soutien financier pour l'ensemble des séjours ». *Jeunesse au Plein Air

« Avec certains des animateurs qui étaient colons quand je dirigeais », raconte-t-elle, non sans une certaine fierté.

LEVER LES FREINS FINANCIERS

Et si une famille peut aujourd'hui faire partir ses trois enfants en colo à Malakoff, c'est aussi grâce au soutien financier de la commune. « On a une politique tarifaire en fonction du quotient familial et les familles nombreuses bénéficient également d'un tarif dégressif », explique Vanessa Ghiati, adjointe au maire en charge des politiques jeunesse et éducation. « On souhaite conserver un accès pas trop onéreux et solidaire et nous faisons tout pour maintenir une mixité sociale dans nos séjours », argumente-t-elle. « Nos centres constituent une tradition, un héritage, ils ont marqué des générations et même si la population se renouvelle, les colos restent une identité très forte de la ville ». Aussi la commune y consacre chaque année « un budget de 1,7 millions d'euros hors masse salariale et des investissements réguliers sont menés au fur et à mesure des besoins et de l'évolution des normes, notamment en matière d'accessibilité », explique l'adjointe.

CLASSES DE DÉCOUVERTES

La présence de ce patrimoine communal, c'est aussi pour près de 500 écoliers malakofftiots la possibilité de partir en classes de découvertes chaque année. « La ville met à notre disposition tout l'enca-drement. La logistique est gérée, le transport aussi, y compris une sortie sur place », raconte Florence Diette, enseignante à l'école élémentaire Henri Barbusse. Elle part régulièrement en séjour avec ses élèves de CP et CE1.

« C'est un gros projet qui fédère autour de sa préparation tout au long de l'année. Lors de cette vie ensemble pendant 12 jours, les enfants gagnent en autonomie, abordent des notions d'hygiène et de respect des autres dans la vie collective. On va plus loin que dans le quotidien scolaire », explique l'enseignante. « Des enfants qui nous reviennent grandi et pas peu fiers », témoigne Émilie Gasc, maman de Lucie partie dès la grande section sur le centre de Vauders. « Le fait que les centres soient gérés par la commune et que dans notre entourage beaucoup de parents les connaissent nous a beaucoup rassurés », conclue-t-elle.

LAURENT BERNARDI

en bref

OVLEJ

L'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes est un outil piloté conjointement par la JPA (Jeunesse au Plein Air) et l'UNAT (Union Nationale des Associations de Tourisme plein air). On pourra trouver sur le site de l'Observatoire de nombreuses études, analyses et compte-rendus de colloques sur les pratiques et les enjeux du temps libre pour les enfants et les jeunes.

WWW.OVLEJ.FR

RAPPORT MICHEL MÉNARD

Même si cette note d'information parlementaire du député de Loire-Atlantique sur l'état des colonies de vacances en France date de 2013, elle fait encore largement référence et reste d'actualité. Elle portait comme proposition phare « l'instauration d'une taxe sur l'hôtellerie et le tourisme de luxe afin de soutenir et financer les départs en centres de vacances », qui n'a pour l'instant pas abouti.

WWW.ASSEMBLEE-NATIONALE.FR /
NOTE 1236

#ENVACANCES

Par ce plaidoyer annuel, un grand nombre d'acteurs associatifs et politiques autour de la JPA souhaite mettre l'accent sur l'importance du départ en vacances. « Loin d'être anecdotique, c'est un sujet majeur, marqueur des inégalités d'accès à ce temps privilégié qui engendre un risque de ruptures sociales, économiques, citoyennes, et culturelles ». Les initiateurs souhaitent notamment l'instauration d'un fonds national d'aide au départ, ainsi que dans chaque entreprise ou fonction publique la mise en place d'un taux minimal de la masse salariale consacré aux activités sociales et culturelles. Soutenir l'action de la JPA sur

WWW.JPA.ASSO.FR

dossier

L'école aux urgences... et après?

Jamais l'école contemporaine n'aura vécu pareille situation. Avec le confinement des élèves, il a fallu assurer une « continuité scolaire », ce qui ne coulait pas de source et a révélé de manière plus criante encore les inégalités scolaires. Alors que les cours reprennent progressivement dans un contexte d'inquiétude la question de ce que sera l'école d'après est posée.

L'école aux urgences... et après ?

Une situation « inédite », jamais vue même durant les deux guerres mondiales : tout ça a été dit et redit mais le surprenant n'est pas là. Dans un rapport datant de 2012*, le Haut conseil de la santé publique décrivait point par point la situation que vit le système éducatif aujourd'hui. Il y présentait, trois ans après la pandémie du H1N1, les résultats d'études sur l'impact de la fermeture des écoles sur la circulation du virus. Les autorités sanitaires ont décrit le scénario il y a huit ans, pourtant, l'Éducation nationale n'a pas semblé s'en souvenir. Elle n'a pas su non plus tirer les leçons des expériences déjà vécues, restant mal préparée face aux dangers environnementaux, climatiques, industriels (lire p. 18). Très vite, la nécessité d'assurer une continuité « pédagogique » a été mise en avant, mais l'absence d'objectifs définis en matière de poursuite des programmes a donné à tout ça des airs de grand cafouillage. Les dispositifs, les outils, la formation des PE, tout a semblé faire défaut.

LA CONSCIENCE PROFESSIONNELLE DES ENSEIGNANTS

Comme souvent, enseignantes et enseignants ont dû faire preuve d'initiative, d'inventivité, pour ne pas couper le lien avec leurs élèves. Ils ont fait la preuve de leur conscience professionnelle et de leur sens des responsabilités. « *Ben non, on n'était pas prêtes !* », reconnaissent les maîtresses des CP de l'école Pergaud Lapierre au Mans (Sarthe). Elles se sont réunies au lendemain de l'annonce, établissant un planning de quatre jours pour leurs élèves. « *Cela nous a laissé le temps de penser à la suite* », comme élaborer des contenus sur des *Padlets*. Mais ça n'a pas suffi, il a fallu joindre les parents, parfois au porte-à-porte, afin « *de les rassurer, de leur dire que ça allait se faire...* » Il fallait aussi s'assurer que chaque élève disposait d'un équipement numérique, ce qui était loin d'être le cas (lire p. 18).

C'est ainsi qu'elles ont mis le doigt là où ça fait mal car, conséquence du confinement, l'ampleur des inégalités

©Milerand/NAJA



PROTÉGER LES ÉLÈVES ET LES PERSONNELS

Si la continuité du service public d'éducation est un objectif important en situation de crise, elle ne doit pas se faire en mettant en danger ses personnels et le public qui le fréquentent. C'est une condition *sine qua non* de son bon fonctionnement. Il est en effet difficilement imaginable que des enfants puissent poursuivre une scolarité efficace et utile dans un contexte d'insécurité physique et ou affective, difficile également de croire dans ces situations à une poursuite réelle des enseignements. C'est pourquoi depuis le 13 avril dernier et l'annonce de la réouverture des écoles à partir du 11 mai, le SNUipp-FSU n'a eu de cesse de réclamer un protocole sanitaire et a fortement pesé pour prendre le temps avant toute reprise afin de l'organiser en s'appuyant notamment sur l'expertise des enseignants qui vivent et travaillent au quotidien dans leurs écoles.

sociales et culturelles, ajoutées aux inégalités liées à la fracture numérique, a sauté à la figure de tous. La possibilité pour chaque élève de faire l'école à la maison n'est pas la même selon qu'il ait un ordinateur pour lui tout seul, qu'il faille le partager à plusieurs ou qu'il n'en dispose pas. Une pression accrue quand on ne manie pas avec aisance les usages du numérique, qu'on a du mal à manipuler les outils de l'école.

DES PARENTS, PAS DES INSTITS

Les inégalités se nichent aussi dans la capacité des parents à assurer le suivi du travail scolaire de leurs enfants dans ce contexte. Cette capacité obéit

à des paramètres multiples : familles éloignées de la culture scolaire, parents débordés par l'ensemble des tâches à assumer à la maison... chacun a agi selon ses moyens. « *J'ai décidé de piocher dans tout ce qu'il y avait à faire et j'ai écrit un mail à la maîtresse pour lui dire que je ne faisais pas tout, n'étant pas enseignante* », raconte Carole, mère célibataire de deux enfants (lire p. 20). Aux personnes qui croyaient au miracle du numérique, l'expérience vécue ces dernières semaines a montré une chose essentielle : l'école à la maison ce n'est tout simplement pas l'école. « *Les outils ne sont que des outils. Ils sont au service d'une pédagogie. Filmer un enseignant en train de faire un cours de 50*

minutes, sans consigne aux élèves, sans activité à réaliser, sans pause, sans interactions possibles, n'est peut-être pas une très bonne idée », souligne André Tricot, professeur de psychologie cognitive (lire p. 17).

REVENIR À L'ESSENTIEL ET LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Le sociologue Bernard Lahire enfonce le clou. « *L'école c'est plus que des manuels scolaires et des exercices écrits donnés à des enfants* », dit-il. « *Sans moyen d'organiser une véritable relation pédagogique, sans possibilité d'encadrer, de guider, de conseiller, de rappeler les consignes, de réagir en direct à ce que font*

”J’ai décidé de piocher dans tout ce qu’il y avait à faire et j’ai écrit un mail à la maîtresse pour lui dire que je ne faisais pas tout, n’étant pas enseignante”

les élèves, d'encourager, de motiver, de gratifier, de rappeler à l'ordre, il n'y a pas de miracle pédagogique possible », insiste-t-il. Bref, cette période de confinement aura permis de rappeler ce qu'est l'école, sa dimension sociale et sociétale, fournissant une opportunité, de penser l'école « d'après ». « *La classe, c'est la construction du collectif* », souligne le professeur en sciences de l'éducation Philippe Meirieu (lire p. 34). « *C'est le lieu de l'entraide et de coopération où l'on se découvre solidaire des autres* ». L'école à la maison ce n'est tout simplement pas l'école car on ne peut y apprendre à plusieurs. Et si la crise du covid-19 permettait de revenir à l'essentiel, à une école dotée des moyens suffisants pour vraiment lutter contre toutes les inégalités ?

* Rapport « Fermeture des établissements scolaires et autres lieux collectifs dans le cadre de la révision du plan pandémie grippale », juillet 2012.

Inculture du risque

L'école comme la société a bien du mal à intégrer une culture du risque.

Pour faire face aux dangers environnementaux, climatiques ou encore épidémiques tel l'épisode du Covid-19, l'école reste bien mal préparée. Cela témoigne bien souvent de sa fragilité à gérer des crises et n'est que le miroir d'une culture du risque finalement peu présente dans la vie quotidienne de nos sociétés. Pourtant les écoles sont rompues à des rituels d'exercices de prévention et les Plans particuliers de mise en sécurité (PPMS) pour les « risques majeurs » sont présents dans toutes les armoires de direction. Mais, les procédures qu'ils contiennent sont bien souvent aussi vite oubliées que le temps nécessaire pour refermer le lourd classeur qui les protège. Et même lorsque des événements importants arrivent, ils sont rapidement évacués des mémoires collectives et surtout des programmes annuels de prévention des pouvoirs publics. Ainsi

du gel hydroalcoolique, des mouchoirs jetables en quantité, sans même parler des masques, auraient dû rester à disposition dans les écoles pour faire face aux épisodes de grippe annuelle (dont la dangerosité ne prévient jamais) depuis l'épisode de la grippe H1N1 en 2011. De même, l'expérience de l'ouragan Luis en septembre 1995 sur les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy auraient dû permettre d'améliorer la résistance des bâtiments scolaires de nouveau rasés à plus de 80% en septembre 2017 lors du passage d'Irma.

Enfin, l'école devrait également faire la promotion du... PFMS, un sigle que tout le monde devrait connaître. Le « *plan familial de mise en sûreté* » est, en effet, un protocole qui permet à chacun de prévoir et de protéger sa famille en cas de catastrophe majeure. Mais qui le connaît ?

C'est pas si facile

Pour les enseignantes de l'école élémentaire Pergaud Lapierre du Mans située en Rep+, l'enseignement à distance entre illusion et réalité.

« *Ben non, on n'était pas prêtes !* », s'exclament les enseignantes des CP dédoublés de l'école élémentaire Pergaud Lapierre située en Rep+ au sud du Mans (Sarthe). Le 12 mars, à l'annonce du confinement des écoles, personne ne l'était en fait, ni le corps enseignant ni l'Institution. Le lendemain matin, vendredi, l'équipe se réunit en urgence au moment du déjeuner. « *Il s'agissait d'abord de rassurer les parents. Leur dire que ça allait se faire... même si on ne savait pas trop quoi !* », commence Mathilde Jack. Les enseignantes de CP travaillent ensemble, les mêmes supports, la même méthode de lecture. Cela a bien facilité la tâche pour prévoir très vite des cahiers et des photocopies avec des exercices de révision. Un planning sur quatre jours avec travaux de phonologie/encodage, des productions d'écrits, des tracés à la règle... Et voilà les enfants prêts pour le confinement, les cartables tout rebondis. « *Cela nous a laissé le temps de penser à la suite* », complète Marion Drouet.

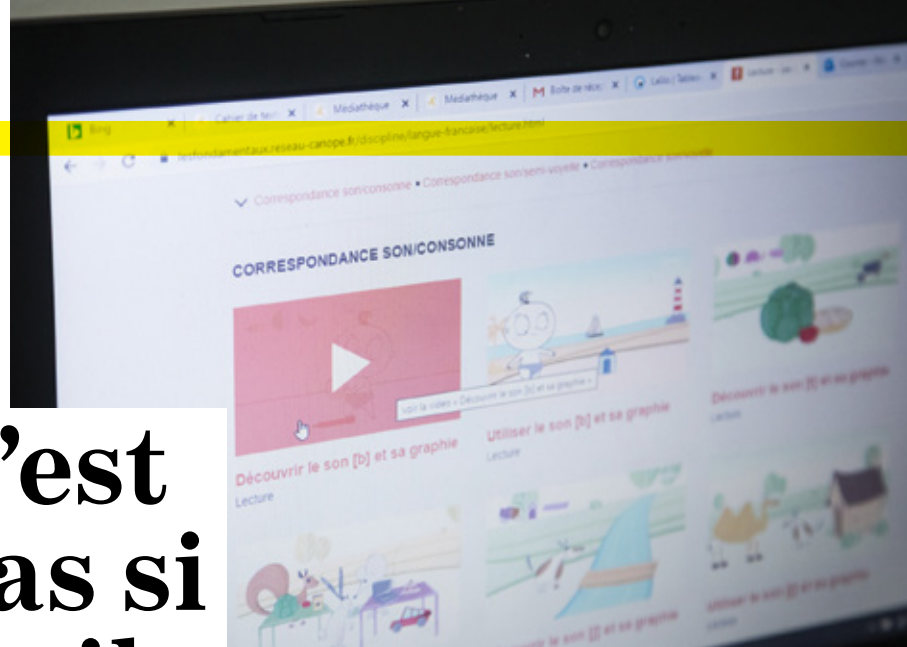
SE DÉBROUILLER

« *Dès le lundi, nous avons récupéré les mails, les numéros de téléphone et fait du porte-à-porte pour distribuer les documents aux élèves absents le vendredi* », explique Nadège Renard. L'idée du *padlet*, (mur

virtuel collaboratif) a émergé. Dans cette école de 21 classes et une ULIS, des VPI (vidéo projecteurs interactifs) sont installés depuis septembre. « *Il y a un logiciel pour créer des documents mais nous n'avons pas eu de formation* », ironise Marion. Il a fallu faire avec les compétences techniques de chacune. « *On s'est filmées à l'école pour les lectures. Après, à la maison on s'est réparti les tâches : vidéos de consignes, mises en situation... avec toujours à l'esprit d'éviter de perdre les plus fragiles* » complète Nadège. Elles ont aussi créé un *padlet* récréatif. « *On a proposé des activités en arts plastiques, des poésies, des chants, des vidéos en anglais, du sport à partir de séances d'animations pédagogiques* » poursuit Isabelle Reyes. Mais il a fallu se débrouiller car le nombre de *padlets* est limité et parfois, les documents trop lourds.

GARDER LE LIEN

« *Dans ce quartier à l'habitat mixte, beaucoup de familles sont en souffrance psychologique et leur rythme de vie est totalement bousculé* », déplore Mathilde. Certains travaillent sur des téléphones portables, les tablettes n'ont pas toujours de connexion Internet, quant à l'ordinateur, il faut souvent le partager. « *Dans chaque classe il y a au moins trois élèves qui ne peuvent pas utiliser ce que l'on envoie. Il y a un monde entre ce que l'on prépare et ce qu'ils font* » dit Nadège. Malgré des appels réguliers pour garder le lien et des lectures au téléphone avec les élèves les plus en difficulté, certaines familles sont fuyantes. Comment imaginer aborder de nouvelles notions sans creuser les inégalités ou même évaluer, comme l'auraient souhaité certains inspecteurs. « *On n'attend pas de retour* », conclut Mathilde « *s'ils font quelque chose c'est déjà qu'ils n'ont pas décroché* ».



3 QUESTIONS À...

«UN INVESTISSEMENT PLUS IMPORTANT»

André Tricot est professeur de psychologie cognitive à l'université Paul Valéry/Montpellier 3.

1.

COMMENT ENSEIGNER À DISTANCE D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE ?

Pour concevoir un enseignement à distance on se pose les mêmes questions que pour un enseignement en présence : quel est l'objectif d'apprentissage ? Où en sont mes élèves ? Quelle activité va leur permettre d'apprendre ? Selon quelle progression ? Avec quel support ? Comment vais-je engager les élèves dans cet apprentissage ? Comment vais-je réguler cet apprentissage ? Comment vais-je évaluer ? Ce sont les réponses qui diffèrent. Il y a énormément de choses qui passent par la communication non verbale en classe et qui ne passent pas à distance. Apprendre à distance est plus exigeant parce toute l'aide qu'une enseignante ou un enseignant apporte à ses élèves dans la classe, et toute la régulation de son enseignement en fonction des difficultés de ses élèves, sont différées, parfois extrêmement différées. Cela entraîne une exigence de grande autonomie de la part des élèves. L'exigence de l'apprentissage à distance ne veut pas dire que celui-ci conduit à l'échec, mais qu'il nécessite de la part des élèves un investissement plus important. Réciproquement, elle implique pour les enseignants d'anticiper les difficultés des élèves encore plus que quand on prépare un enseignement en présence.

2.

LES COMPÉTENCES DÉVELOPPÉES ET LES OBJECTIFS SONT-ILS LES MÊMES QU'À L'ÉCOLE ?

Oui ce sont ceux des programmes. L'enseignement au CNED existe depuis 80 ans mais la différence réside dans le fait qu'en France cet enseignement ne concernait qu'une petite minorité, environ 120 000 élèves et étudiants. Il y a énormément de recherches publiées sur l'enseignement à distance, elles montrent qu'il n'est pas plus efficace ni moins efficace que l'enseignement en présence. Mais elles montrent aussi qu'il concerne souvent des élèves qui ont des contraintes : ils sont hospitalisés, vivent isolés, leurs parents voyagent par exemple. Mais la question centrale reste encore la pédagogie. Certaines fonctionnent bien à distance, d'autres fonctionnent bien en présence.

3.

LES OUTILS NUMÉRIQUES OFFICIELS SONT-ILS PERFORMANTS D'UN POINT DE VUE PÉDAGOGIQUE ?

Les outils ne sont que des outils. Ils sont au service d'une pédagogie. Filmer un enseignant en train de faire un cours de 50 minutes, sans consigne aux élèves, sans activité à réaliser, sans pause, sans interactions possibles, n'est peut-être pas une très bonne idée. Mais il est difficile d'accuser la caméra vidéo, le logiciel de visualisation ou la plate-forme qui héberge cette vidéo. Les méta-analyses de la littérature sur le numérique et l'enseignement à distance montrent clairement que les outils numériques apportent beaucoup quand ils sont conçus pour favoriser les interactions entre élèves, les interactions enseignant-élèves, et les interactions entre les élèves et la connaissance à apprendre, l'activité à réaliser.



À l'école des mamans

Classe multi-niveaux, compréhension des consignes, difficulté dans le dosage du travail, problèmes matériels : les parents et la plupart du temps les mamans ont été à « rude école ».

« Avec mes enfants, on a bien mis 15 jours à trouver un rythme », témoigne Sophie*, maman de trois enfants. « Au début c'était compliqué, il y avait énormément de réticence mais maintenant le pli est pris ». Dans la même pièce, cette maman se consacre à temps plein à sa petite classe multi-niveaux. Son plus jeune enfant est en maternelle, et avec lui, elle révise les couleurs, elle compte et elle reprend les chansons apprises en classe. L'aîné, en 3^e, a compris qu'il avait déjà le brevet et cela n'aide guère ses parents à le faire travailler... Mais, c'est Ambre, scolarisée en CE2, qui retient le plus l'attention de Sophie. « Elle a beaucoup de difficultés, et j'ai dû solliciter la maîtresse par téléphone. Elle m'a conseillé de faire avec elle le travail donné pour les CE1 et depuis ça va mieux ». Ce contact avec l'enseignant, Cécile, maman du petit Antoine, l'a également bien apprécié quand il a fallu construire un angle droit sans équerre. « Avec mon mari, on était perdus, mais le maître a pu nous guider », témoigne-t-elle. Par contre pour sa fille en grande section, Cécile a trouvé que le travail donné n'était pas suffisant. Elle a décidé de faire l'acquisition d'un cahier de vacances pour compléter. À l'inverse, Carole une maman solo avec deux enfants,

n'a pas réussi à suivre le rythme de travail imposé pour sa fille Louisa, en CE2. « J'ai décidé de piocher dans tout ce qu'il y avait à faire et j'ai écrit un mail à la maîtresse pour lui dire que je ne faisais pas tout, n'étant pas enseignante ». Médiatrice en espace social, elle a demandé à cesser son télétravail afin de pouvoir suivre ses enfants. « Si je ne suis pas avec eux, l'écran d'ordinateur occupe la plus grande part de leur journée » explique-t-elle.

S'ORGANISER MATÉRIELLEMENT

Les écrans, il y a ceux qui ont lutté pour s'en défaire et ceux qui n'en avaient pas... Ali, le papa de Samira en CM2, s'est rendu dans la grande surface la plus proche pour acquérir un ordinateur portable. « Je ne voulais pas que ma fille ne puisse pas suivre comme les autres », témoigne ce papa. « Elle a pu faire tout le travail donné par le maître, elle a beaucoup travaillé », explique-t-il, non sans fierté. Dans le même registre, Leïla, maman de trois enfants de 3, 5 et 7 ans explique qu'au début du confinement, elle n'avait pas anticipé qu'elle aurait autant besoin d'imprimer pour le travail donné par l'école. Tombée en panne de cartouches d'encre, elle a dû courir les grandes surfaces. « Au début, je recopiais les exercices de mon téléphone pour que ma fille en CP puisse les faire », raconte-t-elle. Pour l'instant, elle ne souhaite pas la remettre à l'école, mais elle espère par contre qu'à partir du 11 mai, l'école pourra lui fournir les photocopies du travail à faire. En effet, explique-t-elle, « il y a beaucoup de photos et d'images dans le travail donné et du coup ça consomme beaucoup d'encre ».

* Les prénoms ont été modifiés.

en bref

DES PARENTS IMPLIQUÉS

Comprendre les effets de la crise sanitaire sur les inégalités scolaires : une enquête sur « l'école à la maison » est menée depuis avril par deux enseignants-chercheurs en sociologie de l'éducation auprès des parents d'élèves. Une comparaison des pratiques d'accompagnement des enfants dans les différents milieux sociaux qui met en lumière des inégalités mais bat aussi en brèche certaines idées reçues. C'est ainsi que le temps consacré au travail à la maison par les parents de milieux populaires est plus important qu'ailleurs, 3h 16 en moyenne contre 3h 07 dans les familles des classes supérieures et moins de 3h chez les parents enseignants. De quoi relativiser un soi-disant abandon scolaire chez les moins favorisés. Il est vrai néanmoins qu'on y porte plus d'attention aux aspects « formels » du travail demandé, au respect des consignes (88 % contre 84 % chez les classes supérieures), aux leçons à apprendre (87 % contre 81 %) et aux exercices d'application. « L'explicite » versus « l'implicite », déjà bien documenté par les travaux de la recherche en éducation. Sont aussi pointées les inégalités d'accès et d'usage sur les outils de l'école à distance. 11,4 % des familles populaires signalent une connexion problématique, contre 7,9 % des familles de catégories sociales supérieures. Quant au sentiment de compétence dans les usages, il réunit 31 % d'avis positifs chez les uns et 45 % chez les autres. L'étude se poursuit et *Fenêtres sur cours* rendra compte des résultats définitifs. Répondre à l'enquête : [HTTPS://CUTT.LY/LECOLEALAMAIISON](https://cutt.ly/LECOLEALAMAIISON)

INTERVIEW

“Les enseignants ne sont pas des magiciens”

EN QUOI L'ÉCOLE À LA MAISON EST-ELLE UN RÉVÉLATEUR DES INÉGALITÉS SOCIALES ?

BERNARD LAHIRE : Il faut bien comprendre que « l'école à la maison » est une expression inégalement pertinente selon le milieu familial. L'école c'est plus que des manuels scolaires et des exercices écrits donnés à des enfants. Ce qui s'est inventé depuis l'école de l'Ancien

empêche de voir ce qui se joue concrètement dans la période que nous traversons. Cette période de confinement braque le projecteur sur les inégalités de classe, inégalités économiques et culturelles, sans plus aucun mécanisme correcteur, dans la mesure où l'école ne peut plus jouer son rôle de correction des lois implacables de la reproduction sociale des inégalités.

“Le confinement et la fermeture des écoles ont pour effet d'enfermer chaque enfant dans son contexte familial. Or celui-ci est plus ou moins éloigné du contexte scolaire.”

Régime jusqu'à nos jours, c'est tout un dispositif pédagogique qui s'appuie sur des espaces, des objets et des textes spécifiques, sur des formes de relation d'apprentissage et sur une organisation très rationnelle du temps. Tout cela ne peut se transporter comme par miracle dans un tout autre contexte que celui de la salle de classe. Le confinement et la fermeture des écoles ont pour effet d'enfermer chaque enfant dans son contexte familial. Or celui-ci est plus ou moins éloigné du contexte scolaire. Plus le volume de capital scolaire détenu par les parents diminue et plus les milieux familiaux s'éloignent de la forme scolaire. Il faut ajouter à cela le fait que certaines familles n'ont pas d'ordinateur ou n'ont pas un accès à internet, que certaines peuvent avoir un seul ordinateur dont l'usage est plus restreint s'il doit être partagé par plusieurs enfants. Bref, la vision technologique de la continuité pédagogique est une vision désincarnée, hors sol, qui

AVEC QUELLES CONSÉQUENCES ?

B.L. : Elles sont plus ou moins grandes selon l'âge des élèves. Pour les plus petits, ce sont deux ou trois mois d'arrêt de l'école, et pour certains, qui n'y retourneront pas avant septembre parce que les

parents auront peur qu'ils soient infectés, cela peut devenir cinq mois et demi d'arrêt de l'école. C'est très long et cela peut avoir des effets désastreux. En disant cela, je ne fais que pointer la réalité des problèmes et non « militer » pour un retour rapide à l'école. Entre les contraintes sanitaires et les nécessités de la transmission pédagogique, l'arbitrage est politiquement difficile à faire. Beaucoup d'enfants de grande section de maternelle ou de CP n'auront pas appris à lire, à écrire et à compter dans de bonnes conditions. Mais le problème se pose évidemment pour l'ensemble des élèves. Seuls les étudiants peuvent, quand ils ont accès à des livres ou des articles – les bibliothèques étant fermées – poursuivre le travail de façon plus autonome. Même si on sait, là aussi, que les inégalités sont criantes. Quand la période de fermeture des écoles sera derrière nous, les problèmes énormes engendrés par la discontinuité pédagogique seront devant nous.



© Gouty

QUE PEUVENT APPORTER LES ENSEIGNANTS « À DISTANCE » POUR RÉDUIRE CES INÉGALITÉS ?

B.L. : La continuité pédagogique concerne une minorité d'élèves et les enseignants ne sont pas des magiciens. Déjà qu'en temps normal ils ont du mal à lutter contre les inégalités scolaires, dans la situation de confinement, sans moyen d'organiser une véritable relation pédagogique, sans possibilité d'encadrer, de guider, de conseiller, de rappeler les consignes, de réagir en direct à ce que font les élèves, d'encourager, de motiver, de gratifier, de rappeler à l'ordre, il n'y a pas de miracle pédagogique possible. Ils font donc de leur mieux, mais le mieux n'est évidemment pas suffisant.

COMMENT DOIT RÉAGIR L'ÉCOLE « D'APRÈS » POUR ÉVITER UN NOUVEAU CREUSEMENT DES INÉGALITÉS ?

B.L. : Je pense que pour prendre le problème au sérieux, le ministère de l'Éducation nationale devrait renforcer considérablement les moyens, et notamment recruter des enseignants supplémentaires pour pouvoir diminuer drastiquement les effectifs dans les écoles, notamment les plus touchées par la discontinuité pédagogique. Il faudrait aussi que du soutien scolaire soit mis en place à la rentrée pour soutenir l'effort de l'école. Mais j'ai bien peur que le « monde d'après » ne soit guère différent du « monde d'avant ». Ceux qui restaient insensibles aux inégalités sociales et scolaires ne vont pas brusquement se convertir en champions de la lutte contre les inégalités.

BIO

Bernard Lahire, est professeur de sociologie à l'ENS de Lyon et membre de l'Institut universitaire de France. Il a publié une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels *Tableaux de familles* (Gallimard/Seuil, 1995), *La raison scolaire* (PUR, 2008) et *Enfances de classes* (dir., Seuil, 2019).



PAGE **24**

Canopé sapé
à la racine

PAGE **27**

Entretien
Benoît
Urgelli

PAGE **28**

Karine,
enseignante
volontaire

**MÉTIER
& PRATIQUES**

CANOPÉ SAPÉ À LA RACINE ?

DÉCRYPTAGE

Partenaire incontournable des équipes éducatives, le réseau Canopé est menacé, victime d'importantes coupes budgétaires. Ressources pédagogiques papier ou numérique, formations... c'est pourtant un outil important pour les enseignants.

Le réseau Canopé est appelé à disparaître. C'est ce que beaucoup craignent suite aux annonces et coupes budgétaires annoncées en décembre dernier par le gouvernement. Pourtant, c'est un partenaire particulièrement apprécié par tous les acteurs de

l'éducation. Beaucoup le côtoyaient déjà sous le nom de Scerén CNDP-CRDP – Centre national de documentation pédagogique, et les plus anciens sous celui d'IPN – Institut pédagogique national. Quelle que soit son appellation, il est connu de tous. En tant qu'opérateur de l'Éducation nationale, le réseau Canopé est chargé d'une mission de service public de l'État par lequel il est financé. Il est l'héritier d'une longue tradition d'établissements publics chargés de produire et d'éditer des contenus pédagogiques à destination des personnels enseignants. Il les accompagne depuis plus de soixante-dix ans en les formant et en mettant à leur disposition revues et ressources éducatives qui se déclinent dans cinq domaines : la pédagogie, le numérique éducatif, l'éducation à la citoyenneté, les arts, culture et patrimoine et la documentation. À ce jour, présent sur l'ensemble du territoire de la métropole mais aussi en outre-mer, le réseau Canopé, c'est près

de 1400 salariés répartis sur un peu plus de 100 *ateliers Canopé*. Ce dispositif a su évoluer avec son temps, s'adaptant aux différentes évolutions technologiques et proposant des outils pédagogiques sans cesse renouvelés. En 2015, il est profondément restructuré, son action principale s'oriente dès lors vers l'édition de ressources pédagogiques transmédias : imprimé, web, mobile, télévision. Son objectif est clairement affiché sur son site : « *conjuguer innovation et pédagogie pour faire entrer l'École dans l'ère du numérique* ». Mais le réseau Canopé, c'est aussi un appui majeur pour les collectivités territoriales, et cela sous plusieurs aspects. Sur le terrain, il les accompagne pour le recrutement et la formation de tuteurs pour élèves en difficultés, en organisant des concours à visée pédagogique avec collèges et lycées ou encore en réfléchissant avec elles sur l'aménagement du bâti scolaire. « *Il offre un service*

d'accompagnement pédagogique pour le déploiement de leurs plans numériques dans les établissements, sans doute bien utile pour améliorer l'impact de ces plans en termes d'usages », indiquait d'ailleurs un rapport de la cour des comptes de 2019. Un rapport qui estimait aussi que « *cette offre de services contribue sans doute à assurer la compatibilité des plans numériques locaux avec la vision pédagogique du ministère* ». Alors quand la rue de Grenelle a annoncé la baisse d'environ trois millions d'euros de la subvention de fonctionnement de l'opérateur, assortie d'une réorganisation de ses missions, ça a été une surprise pour beaucoup. Et pas une bonne. Personnels du réseau, syndicats d'enseignants dont le SNUipp-FSU, collectivités territoriales se

sont tout de suite mobilisés. Depuis, les salariés ont manifesté leur colère lors de plusieurs journées de grève et ont mis en ligne une pétition, signée par près de 15000 personnes. Alors que la crise sanitaire sévit, et que les enseignantes et enseignants sont obligés d'*enseigner à distance*, le réseau Canopé montre une fois de plus son utilité. À leurs côtés depuis des décennies, c'est tout naturellement vers ses ressources en ligne qu'ils se sont dirigés. Le site du réseau, offrant toutes les garanties de sécurités et RGPD-compatible, apporte à la profession des outils dont ils savent la pertinence pédagogique. Autant d'éléments que la FSU a rappelé dans un courrier qu'elle a adressé au Ministre le 27 avril dernier.

LILIA BEN HAMOUDA



NADÈGE GOHIER, archiviste pour le réseau et porte-parole des personnels

COMMENT EXPLIQUER UNE TELLE COUPE DANS LE BUDGET ?

“ On se l'explique très difficilement. En 2012, nous avons subi une très grosse restructuration. À cette occasion, nous avons pris un virage très important qui a demandé beaucoup d'investissement humain et financier, puisqu'il était financé sur les fonds propres du réseau. On nous reprochait de ne pas être rentables, question toujours étonnante lorsqu'on parle de service public... Le modèle de budget que nous avons adopté ces trois dernières années montre que nos efforts commencent à porter leurs fruits. Les déficits se réduisent, le budget 2019 indique qu'il n'était plus que de deux

millions d'euros là où le ministère en attendait quatre. C'est donc complètement incompréhensible au niveau financier. Quant au virage du numérique cela fait très longtemps qu'on l'a pris. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, nous produisons du numérique, ce n'est donc pas un problème d'adaptation au support. À titre d'exemple, pour chaque ressource éditée en papier, nous proposons un site web d'accompagnement.

LES CONSÉQUENCES POUR LES UTILISATEURS ?

Avant 2015, les CRDP étaient indépendants et fonctionnaient en régions académiques. Ils étaient présidés par les recteurs d'académie. Difficilement, le CNDP essayait de coordonner l'ensemble. Au 1^{er} janvier 2015, Réseau Canopé est devenu un établissement unique avec un socle commun de services dans les 100 Ateliers Canopé du territoire. On travaille en

réseau, et de la manière la plus cohérente possible. Ce qui est menacé aujourd'hui, c'est cela. La restructuration que l'on cherche à nous imposer aujourd'hui, c'est un retour vers ce dont on nous disait que cela ne fonctionnait pas. Selon les régions, les services seront différents et certains Ateliers Canopé risquent de disparaître.

LES CONSÉQUENCES SOCIALES POUR LES SALARIÉS ?

On les mesure difficilement. 800 salariés, dont des agents administratifs, des enseignants détachés ou encore des contractuels sont menacés puisque le maintien des Ateliers Canopé, dépendra des rectorats. Autre point, au 1^{er} novembre, il a été acté la perte de dotation de 55 emplois temps plein travaillés, c'est-à-dire de 120 à 150 salariés. Dès à présent, cela provoque le départ de nombreux collègues dont on n'a pas renouvelé le détachement.

PROPOS RECUEILLIS PAR L.B.H.

40 000
c'est le nombre de connexions par jour à Canotech depuis avril.



600
enseignants sont détachés auprès du réseau Canopé.



100
c'est le nombre de structures Ateliers Canopé que compte le réseau.



SIGNEZ
la pétition pour soutenir Réseau Canopé
www.unepetition.fr/candanger



en bref

QUIZINIÈRE

C'est le nom de l'application d'exercices en ligne que met gratuitement à disposition de la communauté éducative Réseau Canopé Auvergne-Rhône-Alpes. L'application permet de créer et corriger des exercices en ligne en toute simplicité. Textes, images, enregistrements audio et vidéos, textes à trous, formules de mathématiques autant d'outils qui permettent à chaque enseignant d'adapter sa pédagogie afin de proposer aux élèves différentes entrées dans les tâches scolaires.

Quizinière, c'est aussi une communauté de plus de 100 000 enseignants.

À RETROUVER SUR QUIZINIERE.COM

DES VIDÉOS POUR LES FONDAMENTAUX

« *Les fondamentaux, des films agités pour bien cogiter* », c'est 500 vidéos accessibles en ligne gratuitement pour aborder ou réviser des notions de façon originale et ludique. Avec l'école à la maison et le confinement, ces films d'animation sont d'une aide précieuse pour les enseignants mais aussi pour les parents. *Qu'est-ce qu'un adjectif ? qu'est-ce qu'un cube ?* Autant de questions auxquelles répondent ces petits films d'animation. Un outil idéal pour la continuité pédagogique.

À RETROUVER SUR WWW.RESEAU-CANOPE.FR/CANOTECH

MÉTIER & PRATIQUES

25

COURTS

//// RETOUR À L'ÉCOLE MATERNELLE

Accueillir les élèves de maternelle en respectant le protocole sanitaire, un vrai casse-tête pour les équipes. Repenser l'aménagement de la classe mais aussi la forme même de l'accueil des élèves, autant de situations d'inquiétude pour les enseignants et enseignantes. L'AGEEM propose un kit « retour à l'école » avec des idées de masques, de déguisements ou encore pour réapprendre à se dire bonjour. Sur [HTTPS://WWW.AGEEEM.FR](https://www.ageem.fr)

UN LIVRE POUR PARLER DU {COVID19}

L'UNESCO propose un album jeunesse pour expliquer le Covid-19 aux plus jeunes. « *Mon héroïne, c'est toi* », c'est l'histoire de la petite Sara et de son ami Ario. Tous deux font le tour du monde afin de sensibiliser aux gestes barrières. Un livre adapté aux enfants de 6 à 11 ans. En téléchargement gratuit [HTTPS://INTERAGENCYSTANDINGCOM-MITTEE.ORG](https://interagencystandingcom-mittee.org)

COVID'AILES

Libérer la parole, développer les compétences psycho sociales, trouver du sens à cette situation pour malgré tout faire ressortir des choses positives et retrouver du plaisir dans les apprentissages : c'est ce que propose le collectif Covid'Ailes. Dans sa mallette déconfinement, il met à disposition des kits avec des outils faciles d'utilisation et adaptables en fonction du contexte. Disponibles sur [COVIDAILES.FR](https://covidailles.fr).

LES EFFECTIFS ++ RÉDUITS, C'EST MIEUX

Le ministère vient de publier une note sur le ressenti des PE enseignant en classe de CP dédoublé. Et ô surprise, ces derniers « *se sentent plus confiants dans leur capacité à faire réussir tous les élèves, à gérer la classe et à pratiquer la différenciation pédagogique. Ils ont davantage confiance dans les capacités de leurs élèves* » que leurs collègues hors dédoublement. Comme quoi les effectifs, ça compte.

8

C'EST LE NOMBRE DE CAHIERS D'ACTIVITÉS YAKACHEZNOUS des CEMEA produits pendant le confinement. Le dernier numéro propose des activités de transition dans le cadre du retour à l'école. Un panel d'ateliers variés accessibles gratuitement et disponibles au moins jusqu'à la fin de l'été. Sur [HTTPS://YAKAMEDIA.CEMEA.ASSO.FR](https://yakamedia.cemea.asso.fr)

« REVENIR À L'ÉCOLE »

Les cahiers pédagogiques proposent un dossier « *Revenir à l'école* ». Entre témoignages d'enseignants volontaires ayant accueillis les enfants de soignants et pistes d'activités à mettre en place dans le strict respect de la distanciation physique, les auteurs préférant cette appellation à celle de distanciation sociale, autant d'éléments de réflexion pour mieux appréhender le retour à l'école. Sur [HTTPS://WWW.CAHIERS-PEDAGOGIQUES.COM/-REVENIR-A-L-ECOLE](https://www.cahiers-pedagogiques.com/-revenir-a-l-ecole)



DU {SPORT} ... DÉCONFINÉ

La revue *Les cahiers du sport populaire* propose en téléchargement gratuit « *Jouez dé-confiné-es* », un kit composé de 40 fiches de jeux sportifs pour des activités en extérieur et sans contact. Athlisme, acrosport, tennis, skate ou encore boxe, autant de situations d'apprentissages dans le plein respect des gestes barrières. L'occasion pour les enfants « *d'apprendre le jeu et d'apprendre dans le jeu* ». À télécharger sur [HTTPS://WWW.EDITIONS-SPORTPOPU-LAIRE.ORG/JEUX-CONFINE-ES](https://www.editions-sportpopulaire.org/jeux-confine-es)

± GESTES BARRIÈRES : LA BD

Expliquer aux élèves du primaire les nouvelles mesures sanitaires, les gestes barrières, et leur permettre de se projeter dans un quotidien à l'école ponctué par ces mesures : c'est ce que propose l'Adosen dans une série de BD qui expliquent aussi à hauteur d'enfant comment tout de même continuer à interagir avec ses amis en toute sécurité...sanitaire. À télécharger en A4 pour lire ensemble ou en A3 pour affichage sur [ADOSEN-SANTE.COM](https://adosen-sante.com)

BENOIT URGELLI



Maître de conférences, formateur d'enseignants à l'ISPEF Lyon 2

1. QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE LA FERMETURE DES ÉCOLES POUR LES ÉLÈVES ?

Cette situation est totalement inédite, les enfants ont découvert leurs parents sous un autre jour, ce qui a suscité de nombreux questionnements et émotions. Pour certains enfants, la situation s'est parfois accompagnée de remarques du type « *tu n'écoutes jamais rien, tu commences à me fatiguer, ça fait trois fois que je t'explique ça...* », et ce quel que soit le milieu social. Ces propos sont en lien avec notre héritage familial et culturel, et la portée que l'on donne aux apprentissages scolaires. Après la période initiale de sur-sollicitation des enfants, il a fallu souvent lever le pied, du côté des familles et des enseignants, pour trouver un nouvel équilibre.

2. QUEL IMPACT SUR LEUR SCOLARITÉ ?

Deux mois sans école, ce n'est pas dramatique. L'enfant apprend quels que soient les contextes, même lorsqu'il s'ennuie. Il acquiert aussi d'autres savoirs et compétences que ceux inscrits dans les programmes de son

cycle. Mais l'enfant apprend d'autant mieux qu'il est dans un climat de sécurité et de confiance. Les enfants ont vécu cette période de manières très différentes. Cela nécessitera un temps d'adaptation, pour retrouver un autre rythme de vie, d'autres rapports aux adultes, et la présence pour les enfants de leurs pairs.

3. QUELS CONSEILS À LA REPRISE DE L'ÉCOLE ?

Il faudra collaborer avec les parents, AESH, infirmiers et psychologues scolaires pour permettre aux enfants de verbaliser leur vécu. Côté apprentissages, l'enseignement primaire étant structuré en cycles, cela laisse la possibilité de reprendre les enfants là où ils en sont réellement. Il faudra d'ailleurs associer les familles dans le bilan des apprentissages en confinement et dans les propositions d'adaptation pédagogique. Un bilan de retour sous forme d'évaluations chiffrées, du type des évaluations nationales, serait, selon moi, d'une extrême maladresse. Revenir à l'école, c'est apprendre à nouveau ensemble, de manière collaborative, tout en tenant compte des conditions sanitaires qui s'imposent. Les enseignants sauront co-construire des solutions pédagogiques, mais ils devront être accompagnés dans l'organisation de temps d'écoute empathique, dans une école bien différente.

PROPOS RECUEILLIS PAR NELLY RIZZO

8%

C'EST LA PROPORTION D'ÉLÈVES DU PRIMAIRE SCOLARISÉS EN REP, D'APRÈS UNE ENQUÊTE DE RECHERCHE SYNLAB avec lesquels les enseignants et les enseignants des écoles n'ont pu avoir de contact pendant le confinement.



PAS RIGOLO DE MANGER SEULE

Les écoles allemandes ont repris avec des mesures de distanciation sociale semblables à celles de la France. Ce qui ne semble guère convenir à cette jeune écolière, un peu triste de prendre son repas, isolée des autres.

©DR



KARINE, ENSEIGNANTE VOLONTAIRE

Volontaire auprès des enfants de soignant·es pendant la crise, Karine Calmes puise son enthousiasme dans l'énergie du collectif.

Se porter volontaire pour participer à l'accueil des enfants des personnels soignants est apparu comme une évidence à Karine Calmes, enseignante en Lozère. « Il était indispensable de permettre à ces personnels de pouvoir confier leurs enfants ». Elle a ainsi pu tester deux organisations très différentes et témoigne de l'importance

de ces dernières. Elle prend aujourd'hui avec distance et humour l'absence, un mois après le début du confinement, de masques, de gel, de registres d'appel et d'un effectif de 19 enfants surveillés par elle seule et une AESH dans une salle exiguë. Mais, sur le moment, elle a écrit à l'IEN pour dénoncer la situation et protéger les volontaires suivantes. Dans l'autre école où elle a assuré l'accueil, elle avoue que malgré toutes les bonnes conditions, sa connaissance des règles sanitaires se limitait aux campagnes de prévention et que la distanciation sociale restait très difficile, même avec des grands, même avec 4 élèves. « Simplement parce que ce sont des enfants, des êtres sociaux... ». Cette expérience lui permet d'appréhender la

mise en œuvre du protocole actuel avec moins d'angoisse. « Mais c'est compliqué de se représenter une école qui ne sera pas ce lieu connu. Ce qui me questionne, c'est plutôt que l'on va enseigner à se méfier des autres, à s'en éloigner. En contradiction avec les valeurs que je porte et que j'enseigne. »

MILITANTE DU QUOTIDIEN

Quand la crise du coronavirus est apparue, Karine a immédiatement répondu à l'appel départemental des couturières et couturiers bénévoles pour, ensemble, confectionner 80 000 masques pour les Lozériens et Lozériennes. « Ce qui me motive, c'est que je suis tellement persuadée que 1+1+1... rend plus fort ! » Cette conviction, Karine la vit dans son métier comme dans ses multiples engagements. Enseignante en MS-GS à Chanac, « gros village » de Lozère, elle apprécie particulièrement la dynamique du travail d'équipe. Le partage de réflexions sur le métier, les échanges d'outils et d'expériences l'incitent à rester depuis 16 ans dans l'école de cette bourgade. Et si Karine est fidèle à l'école, elle change régulièrement de niveaux, « pour éviter la routine ». Elle garde, en effet, intact le plaisir d'apprendre, poussée par le collectif qui « permet d'oser se lancer car on se met en danger quand on change de pratiques. » Elle se souvient aussi de son temps partiel. « C'était un plaisir d'être à deux sur la classe. La richesse des regards professionnels partagés face aux diverses problématiques. » Cette force du collectif se mesure aussi lorsque la communauté éducative se mobilise contre les fermetures de classe régulièrement annoncées. Et Karine avoue que même si elle n'a pas de responsabilité syndicale, « dès qu'il y a une grève et une manif, elle en est ! » Y compris en dehors de l'école où elle multiplie les engagements. Déléguée des parents d'élèves quand ses filles étaient à l'école puis au collège, active dans l'association culturelle de sa commune où elle co-organise des fêtes de la musique, des débats philosophiques, des rencontres sur le patrimoine. Organisatrice à venir de réunions de démocratie participative... De sa vie citoyenne à l'accueil des enfants de soignants, Karine explique que ce qui lui importe est d'essayer d'agir à son échelle.

MATHILDE BLANCHARD

QUESTIONS & RÉPONSES

Q: J'AI REPRIS LE 11 MAI L'ENSEIGNEMENT À L'ÉCOLE AVEC UNE PARTIE DE MES ÉLÈVES. DOIS-JE POURSUIVRE LE TRAVAIL À DISTANCE AVEC LE RESTE DE MA CLASSE ?

R: Non, il ne peut y avoir de double mission imposée aux enseignants. Cela est rappelé dans la circulaire ministérielle de « reprise » du 4 mai 2020 : « Les professeurs qui assurent un service complet en présentiel dans l'école ou l'établissement ne sont pas astreints à l'enseignement à distance. Les élèves restés chez eux continuent de bénéficier d'un enseignement à distance effectué par

les PE qui poursuivent leur travail à domicile. »

Q: LE RESPECT DES GESTES BARRIÈRE EST COMPLIQUÉ AVEC LES JEUNES ENFANTS. JE PRENDS DES RISQUES. COMMENT FAIRE ?

R: Avec la fin du confinement un protocole sanitaire est désormais à la disposition des équipes, un document qui n'a fait l'objet que d'une négociation succincte avec les représentants des personnels. Pour autant, il s'agit de l'utiliser pour relever tous les « manquements » afin de pouvoir mettre en œuvre, le cas échéant, une procédure d'alerte avec l'appui d'un délégué des personnels au CHSCT et, si nécessaire, le droit de retrait. Ces démarches constituent des actes

individuels, il convient que chaque membre de l'équipe les active. Ces procédures doivent être engagées en étroite relation avec les représentants du SNUipp-FSU du département.

Q: JE DEVAIS AVOIR UN RENDEZ-VOUS DE CARRIÈRE EN AVRIL. QU'EN EST-IL, EST-CE QUE JE VAIS ÊTRE PÉNALISÉ SUR MA PROCHAINE PROMOTION (AVANCEMENT ACCÉLÉRÉ) ?

R: Le ministère de l'Éducation nationale a indiqué au SNUipp-FSU qu'il envisageait de prolonger la campagne 2019-2020 des rendez-vous de carrière jusqu'en janvier 2021. Les promotions accélérées seraient alors prononcées après cette

date et régularisées par un rattrapage sur une paye suivante.

Q: QUELLE EST LA SITUATION DES PERSONNES AESH DURANT CETTE PÉRIODE ?

R: Le ministère de Les AESH, comme l'ensemble des personnels, continuent de percevoir l'intégralité de leur salaire, qu'ils exercent à l'école ou qu'ils travaillent à distance. Le ministère de l'Éducation nationale a indiqué fin mars que les agents dont le contrat arrive à terme et qui sont en attente de renouvellement seront traités avec bienveillance.

Pendant toute cette période, devant les réponses contradictoires de l'administration, le SNUipp-FSU a élaboré une foire aux questions (FAQ) à destination des personnels, mise à jour régulièrement. **À consulter sur:** <https://covid-19.snuipp.fr/>

KISA@TOU
Le memento administratif du SNUipp-FSU

UNE QUESTION à laquelle vous n'avez pas la réponse ? KISA@TOU vous oriente.

À retrouver sur **snuipp.fr**



Décryptage

CONTAMINATION PAR LE COVID 19: RESPONSABILITÉ DES AGENTS EN CHARGE DES ÉLÈVES (PERSONNELS ENSEIGNANTS, DIRECTRICES ET DIRECTEURS, AESH...)

La littérature juridique foisonne en matière de responsabilité pénale des agents en charge des élèves. Elle est fortement abondée en cette période de crise. Lorsqu'elle provient de sources juridiquement fiables, elle est constante et aboutit

à la conclusion d'un risque quasi inexistant en matière pénale malgré des entrées de textes parfois anxiogènes. Le SNUipp-FSU a fait le point sur la question avec son cabinet d'avocats. Il en ressort qu'il s'agit tout d'abord de rappeler la distinction : responsabilité « civile » et « pénale ». En matière de poursuite civile, qui concerne les réparations aux victimes, l'État se substitue aux agents en cas de dommage causé aux élèves. En matière pénale, qui concerne la répression des infractions à la loi, le fonctionnaire en répond personnellement comme chaque citoyen. Il apparaît que les

risques de poursuites pénales sont hypothétiques et sauf à pouvoir prouver un acte de contagion intentionnelle et délibérée par personnel infecté, sauf à pouvoir prouver que cet acte est réellement et de façon certaine la source d'une contagion, les condamnations sont improbables. Il n'en reste pas moins que la meilleure garantie reste de relever toutes les situations qui ne seraient pas conformes au protocole sanitaire et d'en saisir par écrit la hiérarchie. Pour toutes précisions supplémentaires, prendre contact avec le SNUipp-FSU de son département.

LIVRES

La nature appelle

Il paraît que la nature retrouve ses droits depuis que les humains sont enfermés. Alors que ceux-ci rêvent de retrouver le plaisir de se promener en forêt, de sentir sous leurs pieds le sable d'une plage ou d'écouter le murmure d'un ruisseau, ont-ils le temps de repenser leur relation à la nature?

Magie de l'écriture qui donne vie à un simple petit caillou, **Le gravillon de pavillon qui voulait voir la mer** raconte très exactement ce que le titre annonce. Dany, partage avec ses 18 300 frères et sœurs la triste vie d'un gravillon de pavillon, écrasé, piétiné... La rencontre avec un galet de mer lui donne l'envie de rejoindre d'autres espaces. Aidé par Serge le scarabée, le voilà parti à travers le vaste monde pour aller au bout de son rêve. L'originalité de l'histoire et du dessin donne à ce voyage initiatique un air de fable drôle et un peu surréaliste qui mêle situations farfelues et réalité, comme la scène du crapaud qui ne peut pas traverser l'autoroute. Tout à fait dans le réel, **Pas de gâchis** illustre le quotidien des petits à travers les contradictions de nos vies de nantis. Il fait froid : monter le chauffage ou mettre un pull ? Manger

des fraises sans goût arrivées par avion ou croquer une délicieuse pomme d'ici ? Acheter ou se prêter ? Minimaliste, le texte se résume aux bulles des interrogations des enfants.

Mais qu'est-ce que c'est ? est un documentaire aux illustrations colorées qui laissent la place à l'humour. Sur une double page, interrogation et réponse se font face, dans un dialogue simple et efficace. Du nid de frelons aux ombelles de carottes, il s'agit bien d'explorer les facettes de la nature tout autour de nous : rester éveillé pour être émerveillé ? **L'Avale-tout** est un bateau dévoreur de détritus. L'équipage est prêt pour une mission de nettoyage sur les cours d'eau des environs. Au fil des pages, au fil de l'eau, les aventures s'enchaînent, les détritus s'entassent dans la cale. À l'arrivée il faudra recycler les déchets. Un album grand format avec de jolis crayonnés très doux et une multitude de détails à observer. Un chouette point de départ pour une réflexion sur la pollution des eaux, le tri des déchets et la manière de changer l'avenir. Le rôle des insectes, et des abeilles en particulier, est essentiel pour la vie du monde végétal et la préservation de la nature. **Mille et une abeilles** invite à suivre le périple des butineuses : découverte de la vie d'une ruche, de la faune et de la flore de nos campagnes, un régal pour les yeux sans crainte de se faire piquer ! Plus technique, **La ruche et les abeilles à hauteur d'enfant** est un guide pour aller plus loin dans la connaissance de l'apiculture.

- **LE GRAVILLON DE PAVILLON QUI VOULAIT VOIR LA MER**, de Claire Schwartz, Éd. Les fourmis rouges C2
- **PAS DE GÂCHIS**, d'Agnès Rosenstiehl, Éd. La ville qui brûle C1
- **MAIS QU'EST-CE QUE C'EST ?** de Raphaël Martin, ill. Claire Schwartz, Éd. Saltimbanques C1 C2
- **L'AVALE-TOUT**, de Laurence Kemmeter, Éd. Rue du Monde C2
- **MILLE ET UNE ABEILLES**, de Joanna Rzezak, Éd. Actes sud junior C2 C3
- **LA RUCHE ET LES ABEILLES À HAUTEUR D'ENFANT**, de Fabrice Allier, Éd. Rouergue C3

WEB EXPO

Préhistoire

Depuis 36 000 ans, bisons, chevaux, ours, lions, rhinocéros ornent la grotte Chauvet. Dans un parcours émaillé de rencontres plus magiques les unes que les autres avec ces animaux surgis du passé, on promène son regard du sol aux plafonds avec sa souris et en un clic on accède aux cartels explicatifs. Une plongée émouvante dans l'univers souterrain et un site qui permet au visiteur le choix de se documenter et de rêver...

► [HTTPS://ARCHEOLOGIE.CULTURE.FR/CHAUDET/FR](https://archeologie.culture.fr/chaudet/fr)

VISITE VIRTUELLE

Bilbao at home

Koons, Rothko, Klein, Warhol... Tous sont exposés au Guggenheim Bilbao. Même fermé, le musée reste vivant. Les aspects les plus intéressants, inconnus ou insolites du Musée, sont dévoilés pour que tout cet art puisse vivre. En prime, des vidéos pour stimuler la créativité et l'inventivité des petits.

► [HTTPS://WWW.GUGGENHEIM-BILBAO.EUS/FR/GUGGENHEIMBILBAOLIVE](https://www.guggenheim-bilbao.eus/fr/guggenheimbilbaolive)

INTERVIEW

Nathalie Brisac

QU'A MIS EN PLACE L'ÉCOLE DES LOISIRS PENDANT LE CONFINEMENT ?

Très rapidement, il y a eu l'idée que les enfants auraient besoin de légèreté et que la lecture restait indispensable. Notre rôle d'éditeur consiste plus que jamais à aider enfants et jeunes à mieux comprendre, par la lecture, les enjeux actuels, à développer leur esprit critique mais aussi, cela est devenu primordial, à leur montrer le beau et à les ancrer dans le monde du

langage, meilleur rempart contre les peurs et la violence. On s'est tous mis à fond pour organiser très vite l'école des loisirs à la maison, tout en protégeant droits d'auteurs et librairies.

QUELLE A ÉTÉ VOTRE LIGNE DIRECTRICE ?

Que cela fourmille d'idées intelligentes, de lectures partagées, d'activités pour aider à créer des liens en famille. La solidarité des auteurs et des illustrateurs est incroyable de générosité



© Mira/NAJA

et d'attention envers les plus petits. Chaque jour, ils nous ont envoyé des jeux, des coloriages. Certains ont écrit ou dessiné spécialement pour nous... En plus des albums filmés, nous avons créé plus de 40 journées dédiées à un auteur, avec de multiples propositions d'activités autour de Claude Ponti,

BIO
Nathalie Brisac est responsable de la communication à *L'école des loisirs* et auteure de livres pour enfants.

Chien Bleu, Billy ou Pop. Une newsletter donne le programme chaque semaine.

QUELS RETOURS AVEZ-VOUS DE L'ÉCOLE ?

Enfants, familles et enseignants sont ravis. Les réseaux sociaux sont aussi des relais judicieux avec des live très suivis. Nous continuerons sans relâche à animer les journées d'isolement et les temps perturbés, à distraire les enfants, toujours avec la même implication et la même complicité de nos auteurs.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION KATAK

WEB EXPO

Ensorcelant

Pour fêter les 20 ans des aventures de Harry Potter, la British Library invite à les découvrir et à voyager dans le temps

pour faire revivre l'époque où naissent la magie et les mythes. À partir des disciplines enseignées à Poudlard, l'exposition donne à voir des livres rares, manuscrits et objets magiques, mais aussi croquis et notes de l'auteur JK Rowling.

► [HTTPS://ARTSANDCULTURE.GOOGLE.COM/PROJECT/HARRY-POTTER-A-HISTORY-OF-MAGIC](https://artsandculture.google.com/project/harry-potter-a-history-of-magic)

LIVE

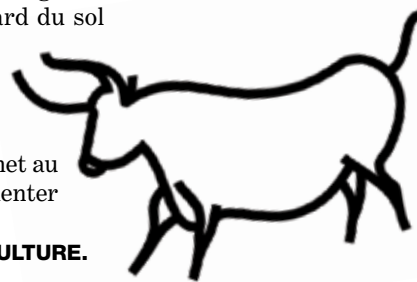
Le tour de la maison

Comme beaucoup, Aldebert propose des petits live en direct sur les réseaux sociaux depuis chez lui. Toutes les semaines, il convie ses amis (Tryo, Sylvain Duthu, Leeroy...) pour des concerts qui font le bonheur de tous.

► [HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/ALDEBERTOFFICIEL](https://www.facebook.com/aldebertofficiel)



© Jim Kay / The British Library



La culture aux urgences

Le confinement a mis la culture, et particulièrement le spectacle vivant, en grave danger. Si certains musées et médiathèques ont rouvert le 11 mai, les cinémas, théâtres, salles de concert, opéras et grands musées resteront fermés jusqu'à nouvel ordre plongeant les professionnels dans l'angoisse. Les festivals d'été, poumons pour une grande partie de la profession, paient un lourd tribut. Pas de montée des marches ni de Printemps pour les comédiens, pas de folies pour les musiciens ni de trompettes dans le Palais. Des festivals annulés, reportés pour quelques rares, avec souvent de lourds frais engagés par les organisateurs et les compagnies. C'est toute une économie territoriale estivale qui est fragilisée. Des pétitions, des tribunes d'artistes, des voix connues, ont alerté sur le sort d'un secteur qui fait vivre 1,3 million de

personnes et représente 2,5% du PIB. Car pour nombre d'artistes il s'agit de survivre. Les scènes bénéficiant de subventions publiques importantes et des collectivités territoriales se sont portées solidaires des compagnies dont les représentations avaient été annulées. Mais pour d'autres, qui comptaient sur des ventes pour les saisons à venir, c'est la faillite. Une grande inquiétude concerne les personnels en contrats courts et bien sûr les intermittents dont la discontinuité est constitutive du métier. 300 000 intermittents du spectacle risquaient la double peine : être sans ressources et radiés de Pôle Emploi. Il faut en effet avoir travaillé 507h pour entrer ou renouveler ses droits

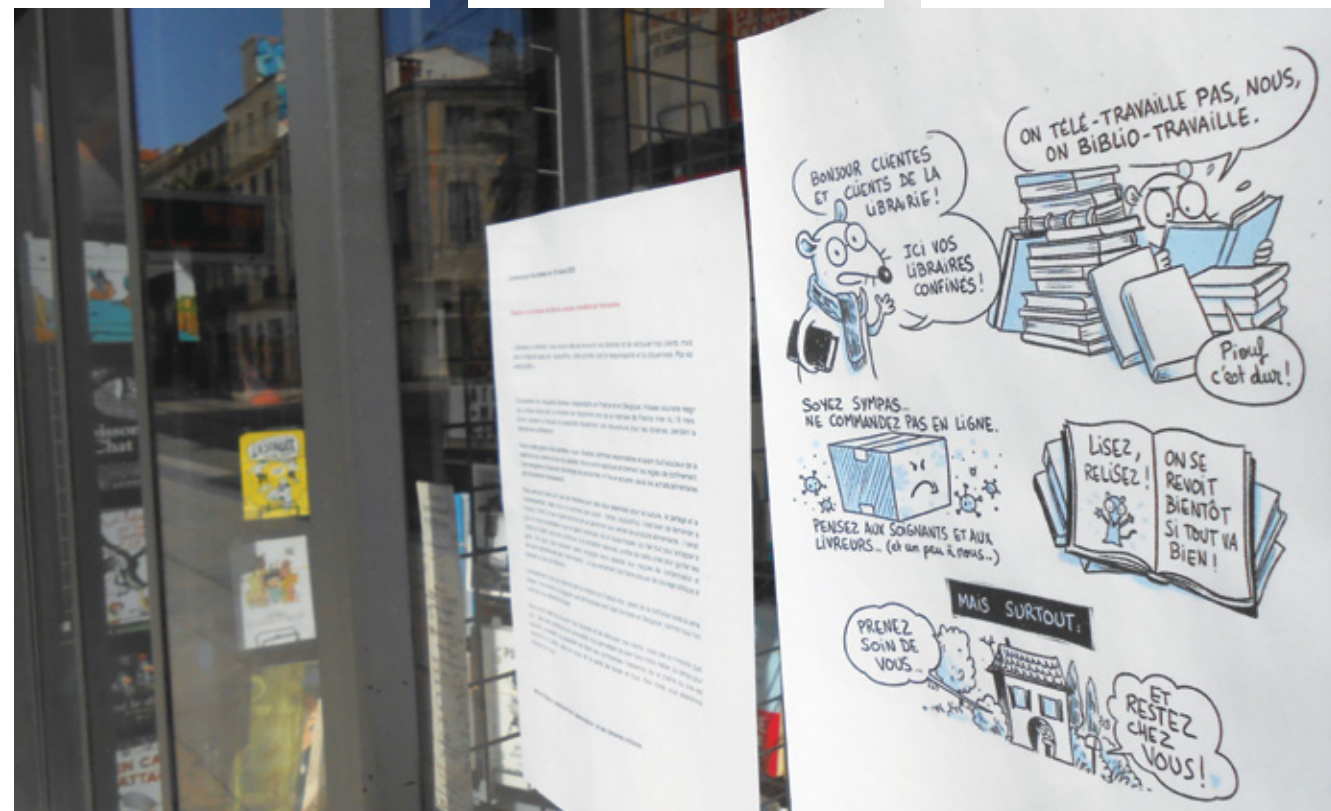
dans ce régime spécial. Les annonces du Président ont pour l'heure rassuré les premiers intéressés, en annonçant « une année blanche » pour les intermittents. Elles restent à être confirmées. Il a également promis un fonds d'aide pour les tournages et fait part de son intention de lancer « un grand programme de commandes publiques » visant notamment les jeunes créateurs. Il a appelé de ses vœux « une saison hors norme » et demandé aux artistes d'aller chercher de nouveaux publics. Ignorance du terrain, car c'est bien ce que

monde du spectacle attend beaucoup de la solidarité du public qui peut ne pas demander le remboursement des places ou reporter pour la saison prochaine. Et

compte sur un engagement accru de l'État et des collectivités pour soutenir un processus créatif qui est long et complexe. Au-delà des paroles, il faudra en effet un bien plus grand effort budgétaire pour relancer la création.

VIRGINIE SOLUNTO

“La création, nous la voulons vivante”
Isabelle Adjani



Europe : un autre monde économique ?

La portée des mesures prises – par les États et l'Union européenne – pour limiter les effets de la récession économique dépend de l'évolution de la crise sanitaire et d'une capacité de rebond inconnue.

La crise sanitaire a des retombées sociales et économiques d'une ampleur inédite qui appellent une intervention publique à la mesure. D'abord un plan de sauvetage, puis un plan de relance que les États-membres ne peuvent tenir isolément. Pour limiter les effets d'une crise qu'il a contribué à créer par ses choix économiques, l'État français a dû prendre des mesures de relâchement budgétaire pour éviter l'effondrement de l'économie, des faillites en chaîne et l'augmentation du chômage durable. Ainsi, la prise en charge du chômage partiel et le soutien aux entreprises (report, voire annulation pour les TPE, des

cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés) ont entraîné une rectification de 112 milliards du budget voté en novembre, soit environ un tiers en plus. Mais avec 12,41 millions de salariés au chômage partiel un salarié du privé sur deux, la lutte pour une reprise est loin d'être gagnée. Si les États européens ont d'abord réagi chacun dans son coin, la Banque centrale européenne (BCE) a consacré dès le mois de mars plus de mille milliards d'euros pour soutenir, en les rachetant, les dettes des États membres. Début avril, l'Union européenne débloque plus de 500 milliards d'euros sans exiger la rigueur budgétaire en contrepartie, et suspend le Pacte de stabilité. 100 milliards sont consacrés au chômage partiel pour éviter des vagues de licenciements et parier sur un redémarrage rapide de l'économie. 240 milliards vont aux systèmes de santé nationaux et à la recherche. De son côté la BCE octroie 200 milliards d'aide aux entreprises. Reste à orienter ces modifications vers une transition écologique et savoir si ces dispositions historiques présagent d'un simple répit conjoncturel ou si elles peuvent augurer d'un réel changement de cap pour un monde d'après.

MATHILDE BLANCHARD

Besoin de services publics

Ce que révèle cette pandémie, « c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, pour notre État providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux. (...) Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Fort bien, mais ces mots prononcés par Emmanuel Macron le 12 mars dernier en ont étonnés plus d'un. En effet, dans la lignée de ses prédécesseurs, le gouvernement actuel n'a eu de cesse de détricoter l'hôpital public. On se souvient encore de la réponse des soignants au plan d'Agnès Buzyn, alors ministre de la Santé : près de 300 services d'urgence en grève sur les 500 que compte le pays. Mais l'ap-

pauvrissement de l'hôpital public remonte à plus loin encore, à 2008 notamment et à la réforme Bachelot qui avait déjà mobilisé les soignants lui reprochant de « caler l'hôpital sur l'entreprise ». Aujourd'hui, on mesure combien les services publics assurent la continuité de la société. Les 18 responsables de syndicats et d'associations, dont la FSU, signataires de l'appel « Préparons le jour d'après » (lire ci-contre) comptent bien le rappeler, « des soutiens financiers massifs devront être orientés vers les services publics, dont la crise du coronavirus révèle de façon cruelle leur état désastreux : système de santé, éducation et recherche... ».

LILIA BEN HAMOUDA



Appel au jour d'après

Dix-huit responsables d'organisations associatives, environnementales et syndicales, dont la FSU, réclament de « profonds changements politiques » pour « une remise à plat du système » en France et dans le monde. Dans une tribune commune publiée fin mars, intitulée « plus jamais ça, préparons le jour d'après », ils et elles appellent « toutes les forces progressistes et humanistes, et plus largement toute la société, à reconstruire ensemble un futur écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral ».

Les organisations présentent tout d'abord des mesures urgentes en faveur des plus précaires, pour faire face à une crise sanitaire qui touche les populations.

Elles demandent également des mesures à plus long terme avec une réorientation des systèmes de production, agricoles, industriels et de service pour plus de justice sociale et axée « sur le rétablissement des grands équilibres écologiques ».

Une pétition en ligne sur le site de la FSU, prolonge la tribune et appelle la population à soutenir le développement des services publics, une fiscalité plus redistributive et une véritable transition écologique.

“L'école, notre maison commune”

L'école n'est pas seulement le lieu où l'on apprend, c'est aussi l'endroit où l'on apprend ensemble, où on coopère pour mieux comprendre, où se jouent des interactions essentielles entre élèves, entre élève et PE.

L'ÉCOLE À LA MAISON, EST-CE VRAIMENT L'ÉCOLE ?

PHILIPPE MEIRIEU : Évidemment non ! Puisque l'école a été précisément créée pour lutter contre le caractère aléatoire de l'éducation familiale : en dehors de l'école, les rencontres avec les savoirs sont très différentes selon les circonstances que vivent les uns et les autres. Il peut exister des occasions d'apprendre, mais pas pour tous et pas toujours au bon moment. Certains peuvent entrevoir que les efforts faits pour comprendre procurent, *in fine*, plus de satisfactions que la facilité ou la débrouillardise, tandis que d'autres ignoreront complètement cela. Et puis, en famille, les relations sont très affectives et le danger est grand que cela parasite les apprentissages : les enseignants qui s'obstinent à faire travailler leurs propres enfants connaissent bien les tensions que cela peut entraîner face à un blocage... Mais, surtout, dans notre République, l'École n'a pas seulement pour mission de permettre aux enfants d'apprendre, elle doit leur permettre d'apprendre ensemble : pour découvrir que les savoirs les unissent alors que leurs origines et leurs croyances les séparent... Pour comprendre qu'ils sont, tout à la fois, semblables et différents et, donc, qu'ils peuvent échanger sereinement et coo-

pérer efficacement... Pour voir qu'au-delà du cercle familial, il y a le quartier, la région, le pays et le monde et que tout cela forme un ensemble dans lequel nous sommes tous solidaires. L'École c'est la découverte simultanée de l'altérité et du commun.

QU'APPORTE L'ÉCOLE QU'ON NE RETROUVE PAS EN DISTANCIEL ?

P.M. : C'est évidemment la construction du collectif. Une classe, ce n'est pas la juxtaposition d'individus auxquels on distribuerait des exercices, aussi ajustés soient-ils à leurs problèmes personnels. La classe, c'est une « institution » grâce à laquelle on accède à une même valeur fondatrice : l'exigence de précision, de justesse et de vérité. La classe, c'est donc un espace-temps à haute valeur symbolique où le « faire ensemble » est porté par des rituels dont

“Le « faire ensemble » est porté par des rituels dont chacun peut mesurer la fécondité”

chacun peut mesurer la fécondité. C'est un cadre habité par un collectif où le maître garantit que chacun est appelé au partage des savoirs. C'est le lieu de l'entraide et de la coopération où l'on se découvre solidaire des autres et où l'on apprend progressivement que le bien commun n'est pas la somme des intérêts individuels. Je ne dis pas qu'il est absolument impossible d'approcher cela avec le numérique, mais je suis convaincu que la coprésence est indispensable

BIO

Philippe Meirieu est professeur émérite en sciences de l'éducation à l'université Paris-Lyon 2 et directeur de la collection « pédagogies » chez ESF éditeur. En août sortira son nouveau livre « *Ce que l'école peut encore pour la démocratie* » aux éditions Autrement.



© DR

pour que de jeunes êtres en développement puissent se sentir « embarqués » complètement dans cette aventure et se mobiliser pleinement pour la réussir.

CETTE CRISE INTERROGE-T-ELLE LA PLACE ET LE RÔLE DE L'ÉCOLE DANS LA SOCIÉTÉ ?

P.M. : Oui, très fortement ! Elle nous montre à quel point notre École doit être vécue comme une « maison commune », créer du lien et faire vivre le collectif, plutôt que de distribuer des savoirs à ceux qui ont trouvé leur panoplie d'élève au pied de leur berceau. Elle nous montre à quel point elle doit se reconstruire comme une « institution », un véritable « service public » et non un « service aux publics ».

QUELLE ÉCOLE APRÈS ?

P.M. : C'est à nous de construire « l'après ». Et rien n'est joué : peut-être cet après sera-t-il piloté par les GAFAM et les Edtech qui garantiront aux familles les plus favorisées une « continuité pédagogique » strictement individuelle où les personnes, mises en concurrence systématiquement, chercheront chacune à se protéger et tirer leur épingle du jeu ? Peut-être, au contraire, peut-on espérer une école où la découverte au quotidien que nous ne serons sauvés que par la solidarité sera la règle d'or ? Je l'espère de tout cœur. Mais c'est loin d'être gagné d'avance !

PROPOS RECUEILLIS PAR LILIA BEN HAMOUDA

hommage



LA MAÎTRESSE A UN COUP D'BLUES

Depuis sa villégiature de Saint-Jean-de-Luz, il devait nous croquer le coronavirus pour illustrer le dossier de ce numéro de *Fenêtres sur cours*. Il n'aura pas eu le temps, c'est cette sale petite bestiole qui l'a croqué. Jean-Pierre Brizemur, le dessinateur de presse qui accompagnait le SNUipp-FSU depuis sa création nous a quittés. Brizemur, c'était un sale gosse. Celui du fond de la classe, celui qui ricane, n'écoute rien et jette des boulettes de papier pleines d'encre sur ses petits camarades. Mais comme tous les sales gosses, c'était aussi un rêveur, un poète, toujours un peu amoureux de la maîtresse. Il partageait les billes, les bonbecs et son goûter. Il y avait tout ça dans ses dessins ; l'éclat de rire féroce, l'impertinence, la tendresse et l'amour des enfants. Il va beaucoup nous manquer...

MERCI

À KARINE,
ENSEIGNANTE,
AINSI QU'À TOUS
LES PROFESSIONNELS
DE L'ENSEIGNEMENT.



ASSURÉMENT HUMAIN

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle.
Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret.
GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre
398 972 901. Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret.